PROGRAMME DE CONFORMITÉ VISANT LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D’ARGENT ET LE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS TERRORISTES

**Nom du conseiller / dénomination sociale**

**(l’entreprise)**

**Agent de conformité :**

En vigueur le :

**Table des matières**

**Partie A – Renseignements généraux**

1. Qu’est-ce que le blanchiment d’argent?
2. Qu’est-ce que le financement des activités terroristes?
3. Nos responsabilités
4. Pénalités prévues dans les cas de non-conformité
5. Motifs raisonnables de soupçon
6. Indicateurs d’opérations douteuses

**Partie B – Nomination d’un agent de conformité**

**Partie C – Politiques et procédures**

**Section 1 – Déclaration à CANAFE et tenue de documents connexes**

* 1. – Inscription au système de déclaration par voie électronique de CANAFE
  2. – Déclaration d’opérations douteuses et politique relative à la tenue des documents
  3. – Déclaration d’opérations importantes en espèces et politique relative à la tenue des documents
  4. – Déclarations de biens appartenant à un groupe terroriste
  5. Déclaration volontaire de non-conformité

**Section 2 – Dossiers clients et renseignements connexes**

2.1 – Généralités

2.2 – Dossiers clients

2.3 – Tableau récapitulatif

1. Documents concernant les bénéficiaires effectifs et le contrôle
2. Détermination quant aux tiers et documents
3. Détermination du statut d’étranger politiquement vulnérable et documents
4. Document concernant les relations d’affaires

2.4 – Mesures raisonnables

**Section 3 – Identification des clients**

3.1 – Vérification de l’identité de personnes

3.2 – Confirmation de l’existence d’entités

3.3 – Exceptions à l’obligation de vérifier l’identité d’un client

**Section 4 – Approche axée sur les risques**

4.1 – Politique d’évaluation des risques

4.2 – Atténuation des risques

4.3 – Contrôle continu et tenue à jour des renseignements sur l’identité des clients

4.4 – Évaluation des risques liés à l’entreprise

4.5 – Évaluation des risques liés aux relations d’affaires

**Section 5 – Durée de conservation des documents**

**Partie D – Programme de formation**

**Partie E – Approbation et adoption des politiques, des procédures et du programme de formation**

**Partie F – Examen du programme**

**Partie G – Historique des modifications**

**Annexe**

**Outil d’évaluation des risques liés à des clients**

**Partie A – Renseignements généraux**

Cette section présente un résumé général de ce que sont le blanchiment d’argent et le financement des activités terroristes, ainsi que nos obligations en vertu de la loi. Ce résumé s’appuie sur des renseignements fournis dans la *ligne directrice 1, Renseignements généraux*, du Centre d’analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE), dont la version complète se trouve sur le site Web de CANAFE à l’adresse suivante : <http://www.canafe-fintrac.gc.ca/guidance-directives/overview-apercu/Guide1/1-fra.asp>. Le Canada participe à la lutte mondiale contre le blanchiment d’argent et le financement des activités terroristes, principalement au moyen d’une loi nationale, la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* (la Loi), et des règlements qui rendent possible son application. Les objectifs de la Loi sont les suivants :

* Aider à détecter et à décourager le blanchiment d’argent et le financement des activités terroristes
* Mettre en œuvre un processus de déclaration et d’autres exigences à l’intention de ceux qui se livrent à l’exploitation d’une entreprise ou à l’exercice d’une profession ou d’activités susceptibles d’être utilisées pour le blanchiment d’argent et le financement d’activités terroristes
* Établir le CANAFE comme agence responsable de recueillir, d’analyser et de communiquer des renseignements dans le but d’appuyer la détection et la prévention du blanchiment d’argent et du financement des activités terroristes au Canada et à l’étranger

1. **Qu’est-ce que le blanchiment d’argent?**

Le blanchiment d’argent est le processus par lequel de l’argent et des biens tirés d’activités criminelles sont dissimulés de manière à ce qu’ils semblent provenir d’une source légitime.

Le processus de blanchiment d’argent comporte trois étapes :

* Le **placement**, qui consiste à introduire les produits de la criminalité dans le système financier
* La **dispersion**, qui désigne la conversion des produits de la criminalité sous une autre forme et l’enchevêtrement d’opérations financières complexes dans le but de brouiller la piste d’audit et de masquer l’origine et la propriété des fonds
* L’**intégration**, qui désigne la réintroduction des bénéfices d’origine criminelle dans l’économie afin de donner aux fonds une apparence légitime

Le blanchiment d’argent commence par des produits de la criminalité liés à une infraction de prédicat. Une infraction de prédicat comprend notamment ce qui suit : l’évasion fiscale, le trafic illégal de stupéfiants, la corruption, la fraude, la falsification, le meurtre, le vol qualifié, la contrefaçon d’argent, la manipulation d’opérations boursières, l’évasion fiscale et la violation de droits d’auteur. L’infraction de blanchiment d’argent peut comprendre les biens et le produit de ces biens provenant d’activités illégales menées à l’étranger.

**Méthodes de blanchiment d’argent**

L’imagination est la seule limite à la diversité des méthodes employées pour blanchir de l’argent, et les techniques utilisées deviennent de plus en plus perfectionnées et complexes puisqu’elles mettent à profit toutes les avancées technologiques. Souvent, un blanchisseur fait appel à des prête-noms, comme des membres de sa famille, des amis ou des associés jugés dignes de confiance dans la collectivité, et qui n’attirent pas l’attention, afin de masquer l’origine et la propriété des fonds et d’effectuer des opérations. La structuration ou le « schtroumpfage » constitue une autre méthode couramment utilisée. Ainsi, de nombreuses personnes anodines déposent dans un compte central des sommes d’une valeur inférieure au montant qui entraînerait une déclaration obligatoire. Des exemples de situations devant éveiller des soupçons ainsi que d’opérations pouvant être liées au blanchiment d’argent sont fournis au paragraphe v) ci-après.

### ii) Qu’est-ce que le financement des activités terroristes?

En vertu des lois canadiennes, le financement des activités terroristes consiste à recueillir ou à fournir sciemment des biens, comme des fonds, destinés directement ou indirectement à des terroristes. Une activité terroriste vise en tout premier lieu à intimider une population ou à contraindre un gouvernement à agir d’une certaine façon. Les terroristes ont besoin d’appui financier pour réaliser leurs activités terroristes et atteindre leurs buts. Bien des méthodes associées au blanchiment d’argent sont également utilisées par les groupes terroristes, notamment l’occultation de la destination des fonds et le recours à des tiers. Ils doivent dissimuler la provenance de leur argent afin qu’il semble provenir d’une autre source et le transformer de sorte qu’il soit difficile d’en suivre la trace et devienne ainsi utilisable.

### Méthodes de financement des activités terroristes

On recense deux principales méthodes de financement des activités terroristes. La première implique l’obtention d’un appui financier de la part de pays, d’organisations ou de particuliers. La seconde nécessite la tenue d’activités génératrices de revenus menées par des groupes terroristes, pouvant comporter des actes légitimes et criminels. Les groupes terroristes peuvent avoir recours à la contrebande, à la fraude, au vol, au cambriolage et au trafic de stupéfiants pour se procurer des capitaux.

Il leur arrive aussi de pouvoir compter sur des sources de revenus légitimes, notamment sur la collecte de cotisations et de droits d’inscription, la vente de publications, les tournées de conférences et les manifestations culturelles et sociales, de même que la sollicitation et les appels faits à des membres de la communauté. Ces collectes de fonds peuvent être réalisées au nom d’organisations ayant le statut d’organismes de bienfaisance ou de secours, de sorte que les bienfaiteurs croient qu’ils donnent de l’argent pour une bonne cause, tout à fait légitime.

Les méthodes utilisées par les groupes terroristes pour générer illégalement des capitaux se rapprochent souvent de celles utilisées par les organisations criminelles « traditionnelles ». Pour cette raison, les opérations liées au financement d’activités terroristes peuvent ressembler énormément à celles liées au blanchiment d’argent. Des programmes étoffés et exhaustifs de lutte contre le blanchiment d’argent seront donc très utiles pour détecter et décourager les activités de financement des activités terroristes.

1. **Nos responsabilités**

L’ensemble des agents ou agences d’assurance au Canada sont des entités déclarantes aux termes de la Loi et doivent par conséquent :

* Établir un programme de conformité pour s’assurer que les exigences en matière de conformité des rapports, de tenue de documents et d’identification des clients sont respectées
* Suivre les règles concernant l’identification des clients et la tenue de certains documents relatifs à des opérations précises
* Déclarer à CANAFE les opérations douteuses, les opérations importantes en espèces et les renseignements concernant les biens appartenant à un groupe terroriste

En vertu de la Loi, les éléments nécessaires dans le cadre d’un programme de conformité sont les suivants :

* Nomination d’un agent de conformité
* Élaboration et application de politiques et de procédures de conformité écrites
* Évaluation des risques pour l’entreprise en matière de blanchiment d’argent et de financement des activités terroristes et production des documents connexes, et prise de mesures pour atténuer ces risques
* Mise en place d’un programme de formation continue, si l’agent ou l’agence a des employés ou d’autres personnes autorisées à agir au nom de l’agent ou de l’agence
* Mise en place d’un programme d’examen des politiques et procédures en matière de conformité et de votre évaluation des risques, ainsi que d’un plan pour en vérifier l’efficacité au moins tous les deux ans.

1. **Pénalités prévues dans les cas de non-conformité**

Le CANAFE peut imposer des [pénalités administratives pécuniaires](http://www.canafe-fintrac.gc.ca/pen/2-fra.asp) (PAP) aux entités déclarantes qui ne sont pas conformes à la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes.

Le *Règlement sur les pénalités administratives — recyclage des produits de la criminalité et financement des activités terroristes* prévoit un barème de pénalités selon la gravité de la violation et il impose des amendes comme suit :

* Violation mineure : de 1 $ à 1 000 $ par violation
* Violation grave : de 1 $ à 100 000 $ par violation
* Violation très grave : de 1 $ à 100 000 $ par violation pour une personne, et de 1 $ à 500 000 $ par violation pour une entité (p. ex., une compagnie constituée en personne morale)

Les limites susmentionnées s’appliquent à chacune des violations, et des violations multiples peuvent entraîner une amende totale qui dépasse ces montants. Une liste des violations se trouve sur le site Web de [Justice Canada](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-2007-292/).

Le CANAFE peut communiquer des cas de non-conformité aux organismes d’application de la loi lorsque le manque de conformité est flagrant ou qu’on ne prévoit pas qu’il sera corrigé à court ou moyen terme.

Les sanctions criminelles peuvent comprendre :

* Omission de déclarer des opérations douteuses : amende maximale de 2 millions de dollars et/ou peine d’emprisonnement de cinq ans
* Omission de déclarer une opération importante en espèces ou un transfert électronique de fonds : amende maximale de 500 000 $ pour la première infraction et de 1 million de dollars pour les infractions subséquentes
* Défaut de respecter les exigences en matière de tenue de documents : amende maximale de 500 000 $ et/ou peine d’emprisonnement de cinq ans
* Défaut d’offrir de l’assistance ou de donner de l’information pendant l’examen de la conformité : amende maximale de 500 000 $ et/ou peine d’emprisonnement de cinq ans
* Divulgation du fait qu’une déclaration d’opération douteuse a été remplie ou du contenu d’une telle déclaration dans le but de nuire à une enquête criminelle : jusqu’à deux ans d’emprisonnement

Les pénalités pour omission de déclaration ne sont pas imposées à des employés qui signalent des opérations douteuses à leur supérieur.

1. **Motifs raisonnables de soupçon**

Si vous déterminez qu’il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu’une opération est liée à la perpétration, réelle ou tentée, d’une infraction de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes, vous devez soumettre une déclaration d’opération douteuse.

Une opération financière peut, par elle-même, ne pas sembler douteuse. Toutefois, un contexte supplémentaire à propos de la personne concernée ou de ses actions pourrait éveiller des soupçons.

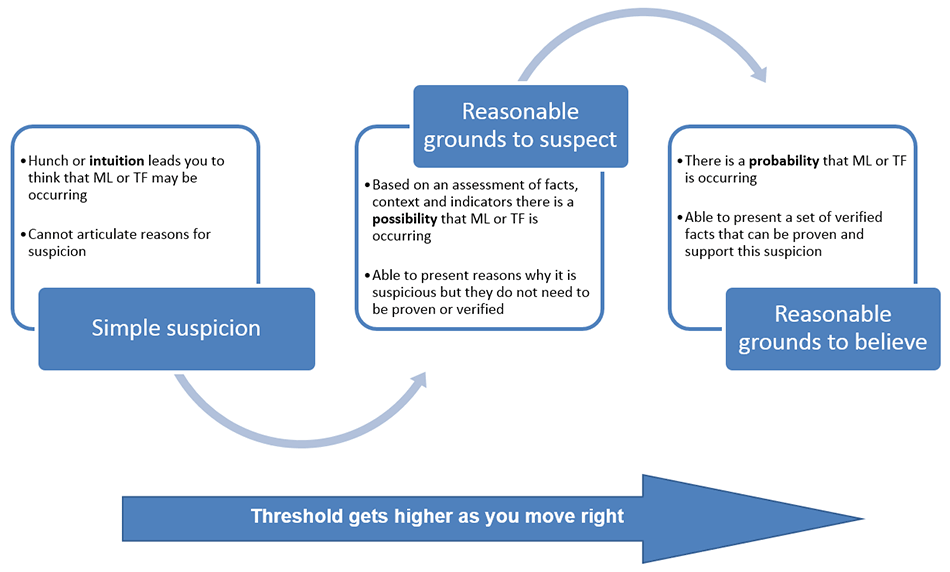
Les motifs raisonnables vont au-delà d’un simple soupçon et sont une conclusion que vous tirez d’après les résultats de votre évaluation des faits, du contexte et des indicateurs de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes liés à l’opération financière. Vos soupçons doivent être raisonnables, impartiaux et non fondés sur des préjugés.

Le fait de conclure qu’il existe des motifs raisonnables de soupçon sous-entend que vous avez examiné tous les faits, le contexte et les indicateurs de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes liés à l’opération financière.

Vous devez soumettre une déclaration d’opérations douteuses à CANAFE lorsque vous avez des motifs raisonnables de soupçonner qu’une opération financière est liée à la perpétration, réelle ou tentée, d’une infraction de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes.

Si vous comprenez les différences entre les seuils, il sera alors plus facile pour vous de comprendre ce que signifie « avoir des motifs raisonnables de soupçonner » et comment cela peut être mis en application dans le cadre d’un programme de conformité. Reportez-vous au diagramme suivant pour une vue d’ensemble.

### Seuil de soupçon



Un **simple soupçon** est un seuil moins élevé que celui des motifs raisonnables de soupçon et s’apparente à une « intuition » ou un « pressentiment ». Il signifie que vous avez le sentiment qu’il y a quelque chose d’inhabituel ou de douteux, mais vous n’avez aucun fait, contexte ou indicateur de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes à l’appui ou qui vous permet de déterminer s’il existe effectivement des motifs raisonnables de soupçonner une infraction en ce sens. Un simple soupçon peut vous inciter à évaluer les opérations financières connexes pour tenter de trouver d’autres faits, contextes ou indicateurs de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes qui pourraient appuyer ou confirmer vos soupçons.

Si vous avez des **motifs raisonnables de soupçon**, vous devez soumettre une déclaration d’opérations douteuses à CANAFE. C’est un peu plus qu’un simple soupçon, c’est-à-dire qu’il est [**possible**](http://www.canafe-fintrac.gc.ca/guidance-directives/glossary-glossaire/1-fra.asp#possibilite) qu’il s’agisse d’une infraction de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes. Cela signifie que vous **n’avez pas à prouver**les faits qui ont fait naître vos soupçons. Par contre, vous êtes tenu d’évaluer les faits, le contexte et les indicateurs de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes qui vous ont amené à conclure qu’il y a des motifs raisonnables de soupçonner la perpétration d’une infraction de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes et de consigner vos résultats dans la section descriptive de la partie G de la déclaration d’opérations douteuses. Votre évaluation et votre décision de soumettre ou non une déclaration d’opérations douteuses reposeront fort probablement sur plusieurs facteurs. Il appartient au système judiciaire de décider si une infraction de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes a été commise ou non.

Avoir des **motifs raisonnables de croire** représente un niveau plus élevé que celui des motifs raisonnables de soupçon et c’est **plus** que ce qui est nécessaire pour soumettre une déclaration d’opérations douteuses. Avoir des motifs raisonnables de croire signifie qu’il est [**probable**](http://www.canafe-fintrac.gc.ca/guidance-directives/glossary-glossaire/1-fra.asp#probabilite) qu’une infraction de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes, **faits vérifiés** à l’appui, ait été commise. En d’autres mots, il existe suffisamment d’éléments de preuve pour amener une personne raisonnable et formée à **croire** et **non seulement à soupçonner** qu’une infraction de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes a été commise. Par exemple, les organismes d’application de la loi doivent avoir des motifs raisonnables de croire qu’un acte criminel a eu lieu avant de pouvoir obtenir des autorisations judiciaires, y compris une [ordonnance de communication](http://www.canafe-fintrac.gc.ca/guidance-directives/glossary-glossaire/1-fra.asp#ordonnance). Si vous avez des motifs raisonnables de croire qu’une infraction de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes a eu lieu, vous devez soumettre une déclaration d’opérations douteuses, car vous avez dépassé le seuil des motifs raisonnables de soupçon.

1. **Indicateurs d’opérations douteuses ou de clients susceptibles de présenter un risque élevé**

Figurent ci-après quelques exemples d’indicateurs généraux et sectoriels pouvant vous amener à avoir des motifs raisonnables de soupçonner qu’une opération est liée à une infraction de blanchiment d’argent ou de financement d’activités terroristes. Les organisations criminelles combinent souvent diverses méthodes de nouvelles manières pour échapper à la détection de leurs activités de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes. La présence de l’un ou de plusieurs de ces facteurs ne signifie pas que l’opération est douteuse et qu’elle doit faire l’objet d’une déclaration à CANAFE, mais plutôt qu’elle doit être observée de près.

À lui seul, un indicateur peut ne pas sembler douteux. Toutefois, le fait d’observer un indicateur ou plusieurs indicateurs pourrait inciter à effectuer une évaluation des opérations pour déterminer s’il y a d’autres faits ou éléments contextuels ou d’autres indicateurs de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes qui pourraient nécessiter la soumission d’une déclaration d’opérations douteuses.

**Indicateurs généraux**

Figurent ci-après des exemples d’indicateurs généraux pouvant nous amener à soupçonner qu’une opération est liée à une infraction de blanchiment d’argent ou de financement d’activités terroristes. Il ne s’agit généralement pas d’un seul indicateur qui éveille les soupçons, mais plutôt une combinaison de ces indicateurs, ainsi que de ce qui est normal et raisonnable dans le contexte de l’opération ou de la tentative d’opération.

* Le client admet ou affirme être impliqué dans des activités criminelles
* Le client ne veut pas recevoir de correspondance à son domicile
* Le client semble avoir des comptes dans plusieurs institutions financières d’un même secteur sans raison apparente
* Le client utilise souvent une même adresse, mais change fréquemment le nom du destinataire
* Le client est accompagné et surveillé
* Le client montre une curiosité hors du commun envers les systèmes et les contrôles internes
* Le client donne des détails confus sur l’opération
* Le client pose des questions laissant sous-entendre qu’il ne désire pas faire l’objet d’une déclaration
* Le client participe à une activité inhabituelle pour lui ou pour son entreprise
* Le client insiste pour que l’opération s’effectue rapidement
* Le client semble très au fait des questions de blanchiment d’argent ou de financement des activités terroristes
* Le client refuse de présenter ses documents d’identification personnels
* Le client voyage fréquemment dans un pays à risque élevé
* Le client est le propriétaire d’une entreprise à risque élevé ou est associé à une telle entreprise (p. ex. entreprise dont les activités reposent lourdement sur les opérations en espèces, entreprise extraterritoriale, entreprise qui exerce des activités dans des pays à risque élevé, jeu en ligne, entreprise de services monétaires, société d’importation / d’exportation)

**Indicateurs liés à la vérification de l’identité de la personne ou de l’entité**

* Il n’est pas possible de correctement vérifier l’identité du client ou il y a des questions concernant l’identité du client.
* Lors de la souscription d’une police d’assurance vie, le client refuse ou tente d’éviter de fournir les renseignements exigés, ou fournit des renseignements trompeurs, vagues ou difficiles à vérifier.
* Le client refuse de fournir des renseignements concernant les bénéficiaires effectifs, ou fournit des renseignements faux, contradictoires, trompeurs ou carrément incorrects.
* Les documents d’identification présentés par le client ne peuvent pas être vérifiés (par exemple, il s’agit de copies).
* Il y a des incohérences dans les documents d’identification ou les différents éléments d’identification fournis par le client, comme l’adresse, la date de naissance ou le numéro de téléphone.
* Le client produit des renseignements ou des pièces d’identité d’apparence fausse ou inexacte, ou qui semblent avoir été contrefaits ou altérés.
* Le client semble utiliser des noms différents d’une opération à l’autre ou utilise des noms d’emprunt.
* Le client modifie l’opération après s’être fait demander des documents d’identification.
* Le client fournit seulement une adresse autre que municipale comme une case postale ou déguise une case postale en adresse municipale dans le but de dissimuler sa résidence physique.
* Plusieurs clients en apparence non reliés utilisent des identifiants communs (p. ex., adresses, numéros de téléphone, etc.).
* Plusieurs clients effectuant des opérations semblables utilisent des identifiants communs (p. ex., adresses, numéros de téléphone, etc.).
* Les opérations impliquent des personnes ou des entités identifiées par les médias ou les forces de l’ordre comme étant liées à des activités criminelles.
* Il est difficile de vérifier l’information fournie par un nouveau client ou un client potentiel.

**Indicateurs liés au comportement des clients**

* Le client déclare avoir participé à des activités criminelles.
* Le client effectue des opérations à différents endroits ou s’adresse à différents employés.
* Preuve de fausseté de la part du client (p. ex., fournir des renseignements faux ou trompeurs).
* Le client fait preuve d’un comportement nerveux.
* Le client refuse de fournir des renseignements au besoin ou hésite à le faire.
* Le client adopte une attitude défensive à l’égard des questions.
* Le client présente des détails déroutants sur l’opération ou connaît peu de détails sur l’objet de l’opération.
* Le client évite tout contact avec les employés de l’entité déclarante.
* Le client refuse d’identifier la source des fonds ou fournit des renseignements faux, trompeurs ou carrément incorrects.
* Le client ne se préoccupe pas des coûts de l’opération ou des frais plus élevés que d’habitude.
* Le client pose des questions ou fait des déclarations indiquant qu’il tente d’éviter les déclarations ou tente de persuader l’entité déclarante de ne pas produire de déclaration ou conserver les documents exigés.
* Le client offre une explication insuffisante relativement à la source des fonds.
* Le client annule sans explication raisonnable une police d’assurance vie après qu’un paiement initial a été effectué

**Indicateurs liés aux opérations financières, en fonction du profil de la personne ou de l’entité**

* L’opération dépasse de loin l’activité projetée au début de la relation.
* Le niveau ou le volume d’opérations ne cadre pas avec la situation financière apparente du client, son modèle d’activités habituelles ou les renseignements sur sa profession (p. ex., étudiant, chômeur, aide sociale, etc.).
* L’opération ne cadre pas avec ce que l’on attend d’une entreprise enregistrée.
* Le client semble vivre au-dessus de ses moyens.
* Un mouvement important et/ou rapide de fonds qui ne correspond pas au profil financier du client.
* Des opérations de montants arrondis atypiques de ce que l’on attendrait du client.
* Valeur ou type d’opération atypique de ce que l’on attend du client.
* Souscription de polices d’assurance vie sans explication raisonnable alors que l’adresse du client ou l’adresse d’emploi se trouvent à l’extérieur de la zone de service locale.
* Il y a un changement soudain dans le profil financier, le type d’activité ou les opérations du client.
* Le client utilise des billets de banque, des effets de commerce ou des produits ou des services qui sont inhabituels pour un tel client.

**Indicateurs liés aux produits et au service**

* Le client détient plusieurs comptes auprès de plusieurs institutions financières [sans raison apparente](http://www.canafe-fintrac.gc.ca/guidance-directives/glossary-glossaire/1-fra.asp#sra).
* Un compte personnel soupçonné d’être utilisé à des fins professionnelles, ou vice-versa.
* Le client semble avoir récemment établi une série de nouvelles relations avec différentes entités financières.
* Un produit ou un service ouvert au nom d’une personne ou d’une entité qui est incohérent d’après ce que vous savez de ce client.
* Utilisation de plusieurs comptes bancaires étrangers sans raison apparente.
* Des transferts fréquents ou atypiques entre les produits et les comptes du client sans raison apparente.

**Indicateurs liés à la modification de l’activité des comptes**

* Un changement dans la structure de propriété et une augmentation des activités transactionnelles d’un compte d’entreprise sans explication apparente.
* Des activités financières sont observées dans un compte inactif.
* Des comptes qui reçoivent des paiements périodiques pertinents et qui sont inactifs à d’autres périodes sans explication logique.
* Un changement brusque dans l’activité du compte.

**Indicateurs liés aux transactions atypiques**

* Le client a plusieurs produits dans la même institution, ce qui est atypique de ce à quoi on pourrait s’attendre.
* Une série de transferts de fonds complexes qui semblent être une tentative de dissimuler la source et l’utilisation prévue des fonds.
* Des opérations montrant des liens financiers entre des particuliers ou des entreprises qui ne sont habituellement pas liés (p. ex., un importateur de produits alimentaires traitant avec un exportateur de pièces d’automobile).
* L’opération est inutilement complexe par rapport au but déclaré.
* Les opérations du client n’ont aucun but commercial ou économique apparent.
* L’opération est conforme à la tendance publiquement connue d’activité criminelle.
* L’opération vise une entité fictive soupçonnée (une entité qui n’a pas de raison économique ou logique d’exister).
* Un compte fait l’objet de transferts de fonds entrants et sortants le jour même ou dans un délai relativement court.

**Indicateurs liés à des opérations structurées en deçà des exigences de déclaration ou de vérification de l’identité**

* Le client semble fractionner les montants pour éviter la vérification de l’identité ou les seuils de déclaration.
* Le client semble collaborer avec d’autres pour éviter la vérification de l’identité ou les seuils de déclaration.
* Plusieurs opérations se chiffrant sous le seuil de déclaration sont effectuées dans un court laps de temps.
* Le client pose des questions qui portent à croire qu’il souhaite contourner les exigences en matière de déclaration.
* Le client effectue des opérations à différents endroits physiques ou avec différents représentants dans une tentative apparente d’éviter la détection.
* Le client démontre une connaissance des seuils de déclaration.

**Indicateurs liés à des opérations visant des territoires étrangers**

* Des opérations effectuées dans des territoires étrangers reconnus comme étant des producteurs ou un lieu de transit de drogues ou de précurseurs chimiques, ou à l’origine d’autres types de criminalité.
* Des opérations effectuées dans des territoires étrangers présentant un risque plus élevé de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes.
* Des opérations ou des activités commerciales concernant des lieux de préoccupation, ce qui peut inclure des territoires où il y a des conflits en cours (et des zones périphériques), des pays où les contrôles du blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes sont faibles, ou des pays qui possèdent des pratiques bancaires et de droit commercial très secret, comme des limites de transfert établies par l’État.
* Des opérations concernant des pays considérés à haut risque ou non coopératifs par le Groupe d’action financière (GAFI).
* Le client effectue fréquemment des transferts à l’étranger, ce qui ne correspond pas à son profil financier.

**Indicateurs liés à des tiers**

* De multiples paiements sont effectués dans un compte par des personnes qui ne sont pas titulaires du compte.
* Le client effectue une opération alors qu’il est accompagné, supervisé ou dirigé par une autre partie.
* Des paiements à destination ou en provenance de parties non liées (étrangères ou nationales).
* Le client semble ou affirme agir au nom d’une autre partie.
* Le compte est lié à des parties apparemment sans lien entre elles.
* Une personne détient plusieurs comptes ou détient des comptes au nom de membres de sa famille ou de personnes morales qui n’ont pas d’activités commerciales apparentes ou d’autres fins.
* Une personne ou entité autre que le titulaire de compte déclaré effectue la majorité des opérations, ce qui semble inutile ou excessif.
* Le client participe à des opérations ou à des activités douteuses, mais il refuse de répondre aux questions relatives au compte ou aux opérations ou est incapable de le faire.

**Exemples d’indicateurs sectoriels**

* Le client veut effectuer une opération importante en espèces
* Le client propose d’acheter un produit d’assurance en payant avec un chèque tiré sur un compte autre que son compte personnel
* Le client demande un produit d’assurance sans justification apparente et se montre réticent à expliquer la raison du placement
* Le client qui détient d’autres polices moins importantes ou qui effectue des opérations financées au moyen de paiements réguliers demande tout à coup à acheter une police de grande valeur en effectuant un seul versement
* Le client effectue une opération qui se solde par une augmentation notable de ses contributions
* L’échelle d’investissements en produits d’assurance ne correspond pas au profil du client sur le plan économique
* Le client apporte des modifications imprévues ou incohérentes aux modalités du contrat, y compris l’augmentation régulière ou importante de primes
* Des dépôts de sommes imprévus ou des retraits de fonds soudains
* Des tiers participent au paiement de primes ou de toute autre modalité associée à la police
* Le client verse des primes excédentaires et demande de les faire rembourser à un tiers
* Les paiements de primes d’une police ou les dépôts sont en provenance de sources différentes
* Le client se sert du produit d’assurance comme on se servirait d’un compte bancaire, soit pour effectuer des paiements de primes supplémentaires et demander des remboursements partiels
* Le client résilie un contrat de placement ou d’assurance peu de temps après l’achat
* Le remboursement avant la fin du contrat ne semble pas être justifié ou viable pour le client sur le plan économique
* Le client semble s’intéresser davantage aux modalités de résiliation ou de cession qu’au rendement à long terme de ses placements ou aux coûts associés à la résiliation du contrat
* Le client effectue des paiements au moyen de petites coupures réunies en paquets inhabituels, de mandats-poste ou de modes de paiement semblables
* La durée du contrat d’assurance vie est inférieure à trois ans
* La durée du contrat d’assurance vie est modifiée par rapport à l’objectif et à l’utilisation prévus initialement
* La première (ou la seule) prime est payée au moyen de fonds tirés sur un compte bancaire d’une institution étrangère
* Le client accepte des modalités très défavorables qui n’ont rien à voir avec sa santé ou son âge
* L’opération comporte l’utilisation ou le paiement d’une garantie de bonne exécution qui nécessite un paiement transfrontalier
* Les bénéficiaires changent souvent, sans explication
* Le même bénéficiaire est nommé sur plusieurs polices, dont la personne assurée ou le propriétaire sont différents
* Le lien entre le bénéficiaire et le titulaire de la police n’est pas établi de façon précise

**Indicateurs liés au financement d’activités terroristes**

* Les opérations concernant certains territoires à risque élevé tels que des lieux situés au milieu ou à proximité d’un conflit armé où opèrent des groupes terroristes ou des lieux qui sont soumis à des contrôles plus faibles en matière de blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes.
* Un compte ouvert au nom d’une entité, d’une fondation ou d’une association, qui peut être liée à une organisation terroriste suspecte.
* L’utilisation des fonds par un organisme sans but lucratif n’est pas conforme à sa mission.
* Le client a été identifié par les médias ou les forces de l’ordre comme ayant voyagé dans des territoires à risque élevé (y compris des villes ou des districts à risque) ou tenté de s’y rendre, en particulier dans des pays (et des pays avoisinants) en situation de conflit ou d’instabilité politique ou reconnus pour appuyer des activités et des organisations terroristes.
* Les opérations visent des personnes ou des entités identifiées par les médias ou des listes de sanctions comme étant liées à une organisation terroriste ou à des activités terroristes.
* Les renseignements fournis par les forces de l’ordre identifient des personnes ou des entités potentiellement liées à une organisation terroriste ou à des activités terroristes.
* La présence en ligne de personnes ou d’entités démontrant leur appui à l’extrémisme violent ou à la radicalisation.
* Le client a fait un don à une cause qui fait l’objet de renseignements dérogatoires accessibles au public (p. ex. initiative de financement participatif, organisme de bienfaisance, organisations à but non lucratif, organismes non gouvernementaux, etc.)

D’autres exemples sont donnés à la page Indicateurs de blanchiment d’argent et de financement du terrorisme – Sociétés et représentants d’assurance vie du site de CANAFE, à l’adresse <http://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/transaction-operation/indicators-indicateurs/li_mltf-fra.asp>.

**Partie B –** **Nomination d’un agent de conformité**

Responsabilités de l’agent de conformité :

* Mettre en œuvre, faire le suivi et mettre à jour un programme de conformité qui comprend :
  + Des politiques et des procédures de déclaration, de tenue des dossiers, d’identification des clients, d’évaluation des risques et d’atténuation des risques
  + Une approche axée sur les risques
  + Une formation
  + Une évaluation du programme
* Faire les déclarations nécessaires à CANAFE (déclarations d’opérations douteuses, d’opérations importantes en espèces ou de biens appartenant à un groupe terroriste)
* Rendre des comptes régulièrement au conseil d’administration / à la haute direction / au propriétaire

L’agent de conformité :

* Doit avoir les pouvoirs et les ressources nécessaires pour s’acquitter efficacement de ses obligations
* Doit avoir une connaissance approfondie des obligations en matière de LCB, de l’entreprise et de la clientèle afin d’être en mesure de déterminer les risques pour l’entreprise
* Peut déléguer certaines fonctions à d’autres employés; toutefois, il garde la responsabilité de la mise en œuvre et de l’exécution en continu du programme de conformité

**La personne indiquée ci-dessous a été nommée agent de conformité :**

NOM :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

POSTE :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Agent de conformité Date

Nomination approuvée par :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Conseiller propriétaire Date

**Partie C – Politiques et procédures**

Les politiques et les procédures décrites ci-après indiquent les rôles et les responsabilités et donnent des renseignements liés aux opérations à déclarer, et couvrent la déclaration à CANAFE, la tenue des dossiers, la conservation des dossiers, la vérification de l’identité, l’approche axée sur les risques et le programme de formation.

**Section 1 – Déclaration à CANAFE et tenue de documents connexes**

Il existe trois types de déclarations que nous pourrions devoir transmettre à CANAFE :

* Déclaration d’opérations douteuses (section 1.2)
* Déclaration d’opérations importantes en espèces (section 1.3)
* Déclaration de biens appartenant à un groupe terroriste (section 1.4)

Des précisions sur la façon d’effectuer une déclaration, les renseignements à inclure lorsque vous effectuez une déclaration et les documents connexes qui doivent être conservés se trouvent dans les sections ci-après.

* 1. **– Inscription au système de déclaration par voie électronique de CANAFE**

L’agent de conformité doit s’assurer que nous nous sommes inscrits au moyen du système de déclaration par voie électronique de CANAFE, le système FR2, afin que nous puissions effectuer une déclaration par voie électronique. Au moment de l’inscription, le CANAFE fournit un numéro d’identification à inclure dans nos déclarations. Ce numéro est conservé par l’agent de conformité. L’agent de conformité transmet tous les rapports à CANAFE.

Coordonnées pour l’inscription :

(<http://www.canafe-fintrac.gc.ca/reporting-declaration/Info/f2r-fra.asp>)

Sans frais : 1 866 346-8722 et en appuyant sur le <4> après avoir choisi votre langue.

Centre d’analyse des opérations et déclarations financières du Canada   
234, avenue Laurier Ouest, 24e étage  
Ottawa ON K1P 1H7  
Canada  
  
**1.2 – Déclaration d’opérations douteuses et politique relative à la tenue des documents**

**Qu’est-ce qu’une opération douteuse?** La section Qu’est-ce qu’une déclaration d’opérations douteuses du site de CANAFE définit une opération douteuse comme étant une opération à l’égard de laquelle il y a des motifs raisonnables de soupçonner qu’elle est liée à une **infraction de blanchiment d’argent ou de financement d’activités terroristes**, ce qui comprend les **tentatives** d’opérations douteuses à l’égard desquelles il y a des motifs raisonnables de soupçonner qu’elles sont liées au blanchiment d’argent ou au financement d’activités terroristes.

**Exigence** – Nous sommes tenus de présenter une déclaration d’opération ou de tentative d’opération douteuse à CANAFE **dans les 30 jours suivant la découverte d’un fait sur une opération donnant lieu à des motifs raisonnables de soupçonner qu’elle est liée à une infraction de blanchiment d’argent**. Il n’y a aucun montant minimal pour la déclaration d’une opération douteuse. Vous devez produire une déclaration subséquente pour chaque opération douteuse additionnelle. Réévaluez la situation du client périodiquement pour déterminer si le degré de soupçon a changé.

**Procédures** – Tous les employés et conseillers associés, le cas échéant, au sein de cette entreprise sont tenus de signaler toute opération douteuse à l’agent de conformité dès qu’ils ont un doute. L’agent de conformité transmet toutes les déclarations d’opérations douteuses à CANAFE, puis il en informe la haute direction. Des copies des déclarations transmises et de l’accusé réception de CANAFE sont conservées en lieu sûr. Le dossier est conservé pendant un minimum de cinq ans à partir de la date de soumission de la déclaration.

### Confidentialité et immunité

Vous ne pouvez révéler à quiconque, y compris au client, que vous avez fait une déclaration d’opérations douteuses ni en révéler le contenu, et ce, qu’une enquête soit en cours ou non.

Puisqu’il est important de ne donner aucun indice au client quant au fait que vous effectuez une déclaration d’opérations douteuses, vous ne devez pas demander à la personne qui effectue ou tente d’effectuer l’opération des renseignements qui risqueraient de lui mettre la puce à l’oreille qu’une déclaration d’opérations douteuses a été produite.

Nul ne peut faire l’objet d’une poursuite criminelle ou civile pour avoir fait de bonne foi une déclaration concernant une opération douteuse.

**Exception pour les employés** –Il y a une exception pour les employés qui transmettent une déclaration sur support papier (plutôt qu’électroniquement) directement à CANAFE, dans les cas où ils ne font pas part de leur doute à l’agent de conformité. Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur la façon de transmettre des déclarations sur support papier à la section Déclaration sur support papier de la page Déclaration d’opérations douteuse à CANAFE (<http://www.canafe-fintrac.gc.ca/guidance-directives/transaction-operation/Guide3/str-fra.asp>)

**Renseignements à inclure dans une déclaration d’opérations douteuses**

Consultez la section Déclaration d’opérations douteuses à CANAFE, à l’adresse <http://www.canafe-fintrac.gc.ca/guidance-directives/transaction-operation/Guide3/str-fra.asp>. Tous les champs pertinents de la déclaration, y compris une explication détaillée de ce qui a éveillé des soupçons, sont remplis. Les champs non obligatoires de la déclaration doivent être remplis si l’information figure dans le dossier du client et si elle n’a pas été recueillie. Dans certains cas, il faut prendre des mesures raisonnables pour tenter d’obtenir l’information. Si plus d’une opération a contribué à faire naître des soupçons, indiquez-les dans la même déclaration.

**1.3 – Déclaration d’opérations importantes en espèces et politique relative à la tenue des documents**

**Exigence** –Une déclaration doit être transmise et un document doit être créé pour chaque montant de 10 000 $ ou plus en espèces reçu d’un client au cours d’une seule opération pour les rentes non enregistrées, les placements non enregistrés ou les polices d’assurance Vie universelle. La déclaration d’opérations importantes en espèces ne s’applique pas aux autres produits. Si nous savons que deux ou plusieurs opérations en espèces de moins de 10 000 $ chacune ont été effectuées au cours d’une même période de 24 heures (consécutives) par le même client ou pour son compte, elles seront considérées comme une seule opération importante en espèces si elles totalisent 10 000 $ ou plus.

**Politique – Puisque nous n’acceptons pas d’espèces de la part des clients, nous n’aurons pas à transmettre de déclaration d’opérations importantes en espèces ni à créer de document.**

**Procédures** – Les clients offrant de régler une opération en espèces se voient offrir d’autres méthodes de paiement. Tous les instruments financiers pouvant servir à acquitter le coût des polices d’assurance sont payables à la compagnie d’assurance et sont précisés par l’assureur.

Si des espèces sont acceptées par erreur, les mesures indiquées ci‑après doivent être prises :

L’agent de conformité doit :

* Transmettre une déclaration d’opérations importantes en espèces dans un délai de 15 jours civils après que l’opération a été effectuée
* Créer et conserver un document concernant les opérations importantes en espèces
* Conserver une copie des documents concernant les opérations importantes en espèces en lieu sûr

**Renseignements à inclure dans une déclaration d’opérations importantes en espèces**

Pour obtenir des précisions sur les renseignements à inclure dans une déclaration d’opérations importantes en espèces, consultez la [ligne directrice 7A de CANAFE, *Déclaration des opérations importantes en espèces à CANAFE*](http://www.canafe.gc.ca/guidance-directives/transaction-operation/Guide7A/lctr-fra.asp) *par voie électronique.*

**Renseignements à conserver dans un document concernant les opérations importantes en espèces**

Pour connaître les renseignements à conserver dans un document concernant les opérations importantes en espèces, consultez les [Exigences en matière de tenue de documents s’appliquant aux sociétés d’assurance vie et aux représentants d’assurance vie](http://www.canafe-fintrac.gc.ca/guidance-directives/recordkeeping-document/record/li-fra.asp) de CANAFE.

## 1.4 – Déclarations de biens appartenant à un groupe terroriste

**Exigence** – Si nous avons des biens en notre possession ou à notre disposition, puis savons ou croyons qu’ils appartiennent à un groupe terroriste ou qu’ils sont à leur disposition, nous devons soumettre une déclaration à CANAFE sans délai.

**Politique – Nous n’acceptons pas d’espèces et ne détenons pas de fonds au nom de clients, et les fonds de clients sont payables à l’assureur. Nous ne détenons pas non plus de biens au nom de clients. Par conséquent, nous ne devrions pas avoir de biens en notre possession ni à notre disposition.**

Tous les cas de biens appartenant à un groupe terroriste en notre possession ou à notre disposition sont transmis à l’agent de conformité. Les renseignements et les exigences de CANAFE se trouvent ci-après à titre de référence, advenant que de tels cas se présentent.

**Procédures** –L’agent de conformité transmet la déclaration à CANAFE et prévient la GRC et le SCRS. Les déclarations de biens appartenant à un groupe terroriste doivent être présentées sur support papier à CANAFE. Vous pouvez vous procurer les formulaires de l’une ou l’autre des manières suivantes :

* En accédant au site Web de CANAFE, puis en imprimant les formulaires souhaités.
* En composant le 1 866 346-8722 pour obtenir un exemplaire par télécopieur ou par la poste.

Si une déclaration doit être présentée, nous passons en revue la [ligne directrice 5, *Déclaration à CANAFE de biens appartenant à un groupe terroriste*](http://www.canafe-fintrac.gc.ca/guidance-directives/transaction-operation/Guide5/5-fra.asp), pour obtenir des précisions sur les renseignements que doit contenir chaque champ d’une déclaration de biens appartenant à un groupe terroriste.

## Déclaration volontaire de non-conformité

## Exigence – Si nous décelons des situations à l’égard desquelles nous n’avons pas satisfait à l’ensemble des exigences en matière de déclaration, d’identification du client, de tenue des dossiers ou de mise en application d’un volet de notre programme de conformité, nous devons les déclarer à CANAFE le plus rapidement possible.

**Politique** – Toute situation de non-conformité doit être signalée à l’agent de conformité.

**Procédures –** Tous les employés et les conseillers associés, le cas échéant, au sein de cette entreprise sont tenus de signaler toute situation de non-conformité à l’agent de conformité dès qu’ils ont un doute. L’agent de conformité transmet toutes les déclarations volontaires de non-conformité à CANAFE, puis il en informe la haute direction. Des copies des déclarations transmises et de l’accusé de réception de CANAFE sont conservées en lieu sûr.

Des renseignements additionnels se trouvent dans le site de CANAFE, à la section Auto-déclaration volontaire de non-conformité : <http://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/exam-examen/vsdonc/1-fra.asp>.

**Section 2 – Tenue d’un dossier client**

**2.1 – Généralités**

Lors de l’établissement d’une police d’assurance pertinente, des propositions et des formulaires sont utilisés pour recueillir les renseignements nécessaires sur le client.

Les renseignements recueillis sur un client en particulier peuvent notamment comprendre, au besoin, ce qui suit : identité, profession, secteur d’activité, emploi, adresse, statut de résident aux fins de l’impôt, date de naissance, source de richesse et des fonds, usage prévu de la police, tiers concernés et toute vulnérabilité politique connue.

Dans le cas des clients qui sont des entités juridiques, des renseignements supplémentaires sont exigés – nom des propriétaires effectifs de l’entité et de ceux qui contrôlent l’entité –, comme le prévoient les lignes directrices de CANAFE et comme indiqué ci-après.

**2.2 – Dossiers clients**

**Politique** – Des dossiers clients sont conservés pour tous les clients (personnes et entités) pour lesquels on prévoit qu’ils paieront plus de 10 000 $ (en espèces ou non) pour des rentes non enregistrées, des placements non enregistrés ou des polices d’assurance Vie universelle. D’autres produits sont exempts des exigences relatives au dossier client.

**Procédures** – En pratique, nous nous conformons à l’obligation de créer un dossier client en remplissant les propositions des assureurs visant des produits d’assurance, dans lesquelles tous les renseignements obligatoires sont inscrits. Les renseignements conservés dans les dossiers clients varient selon le type de client (personne ou entité) et la nature et le volume des opérations du client. Voici quelques éléments clés des dossiers clients :

* Renseignements sur l’identité des clients (personnes et entités)
* Secteur d’activité et profession (nature des affaires des entités)
* Renseignements sur les bénéficiaires effectifs, le contrôle et la structure (entités)
* Détermination quant aux tiers et renseignements
* Détermination du statut d’étranger politiquement vulnérable et renseignements (pour les dépôts de sommes forfaitaires de 100 000 $ ou plus)
* Renseignements sur la relation d’affaires (objectif et utilisation prévue de la police)

Des précisions sur ce qui est requis pour chaque élément du dossier client se trouvent à la section 2.3.

**2.3 – Tableau récapitulatif**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Éléments du dossier client** | **Situations où ils sont requis** | **Renseignements à inscrire / conserver** |
| **Renseignements sur le client pour des personnes –** inscrits sur les propositions et les formulaires | Si on prévoit que le client paiera 10 000 $ ou plus pour la durée d’une rente ou d’une police d’assurance vie | **Renseignements sur le client :**   * Nom * Adresse * Date de naissance * Description détaillée du secteur d’activité et de la profession   **Renseignements d’identification du client :**   * Précisions sur la pièce d’identité (notamment le type de document, le numéro d’identification, le lieu de délivrance, la date d’expiration) *\* voir la section 3, Vérification de l’identité des clients, pour obtenir des précisions sur les renseignements obligatoires* |
| **Renseignements sur le client et documents concernant les bénéficiaires effectifs et le contrôle pour des entités** – inscrits sur les propositions, les formulaires et les copies conservées des documents justificatifs du client  *\* Les définitions et des renseignements supplémentaires sur la politique et les procédures se trouvent ci-après.* | Si on prévoit que le client paiera 10 000 $ ou plus pour la durée d’une rente ou d’une police d’assurance vie | **Renseignements sur le client pour tous les types d’entités :**   * Nom de l’entité * Adresse * Description détaillée des activités principales de l’entité et du secteur d’activité correspondant * Numéro de constitution en société ou autre numéro d’identification * Territoire de compétence régissant la constitution en société * Renseignements sur les signataires (nom, adresse, date de naissance, profession, information de la pièce d’identité [type, numéro d’identification, lieu de délivrance, date d’expiration])   **Renseignements pour confirmer l’existence d’une entité et renseignements sur les bénéficiaires effectifs, la structure et le contrôle :**   * Pour toutes les entités : Copies des documents utilisés pour confirmer l’existence, par exemple :   + Certificat de constitution en société, rapport de profil de la société (personnes morales)   + Avis de cotisation émis par un gouvernement municipal, provincial, territorial ou le gouvernement fédéral (personnes morales)   + Contrat de société (entités autres qu’une personne morale)   + Statuts constitutifs (entités autres qu’une personne morale)   + Contrat de fiducie (pour une fiducie légale) * Pour une société : Copies des documents obtenus pour confirmer les noms de tous les administrateurs. Un même document peut être utilisé pour confirmer l’existence de l’entité, le cas échéant. * Pour toutes les entités : Copies des documents (ou d’une attestation) obtenus pour confirmer les renseignements sur les personnes qui détiennent ou contrôlent l’entité * Renseignements établissant la propriété, le contrôle et la structure de l’entité, y compris : * Noms et adresses des fiduciaires, bénéficiaires connus et constituants de la fiducie (pour des fiducies) * Noms et adresses de toutes les personnes qui détiennent ou contrôlent directement ou indirectement au moins 25 % de l’entité (pour des propriétaires de police qui sont des entités autres que des fiducies) * Dispositions portant sur le pouvoir de lier :   + Statuts constitutifs / d’association   + Convention d’actionnaires ou contrat de société   + Relevés annuels (T1, Annexe 50 ou l’équivalent)   + Règlements administratifs de la personne morale   + Attestation de fonction   + Acte de fiducie   + Preuve du pouvoir de lier   Si ces renseignements ne peuvent pas être obtenus ou si leur exactitude ne peut pas être confirmée, des mesures additionnelles doivent être prises\*.  **Exigences pour les organismes sans but lucratif**  Il faut établir si l’entité est un organisme de bienfaisance enregistré aux fins de l’impôt sur le revenu. Sinon, il faut établir si l’organisme sollicite des dons de bienfaisance en argent du public. |
| **Détermination quant aux tiers et renseignements –** renseignements inscrits sur les propositions et les formulaires  *\* Les définitions et des renseignements supplémentaires sur la politique et les procédures se trouvent ci-après.* | Si on prévoit que le client paiera 10 000 $ ou plus pour la durée d’une rente ou d’une police d’assurance vie | Détermination quant aux tiers – le client agit-il au nom d’une autre personne? La réponse (oui ou non) doit être inscrite sur les propositions et les formulaires.  Si la réponse est « oui », les renseignements suivants doivent être recueillis :   * Nom et adresse du tiers * Profession ou activité principale du tiers * Date de naissance (s’il s’agit d’une personne) * Numéro et lieu de constitution en société (s’il s’agit d’une personne morale) * Nature du lien entre le tiers et le client   Si l’implication d’un tiers est soupçonnée, même si le client a affirmé le contraire, il faut inscrire pourquoi nous croyons que la personne agit selon les directives d’un tiers. |
| **Détermination du statut de personne politiquement vulnérable (PPV) ou de dirigeant d’une organisation internationale (DOI)** – renseignements inscrits sur les propositions et les formulaires  *\* Les définitions et des renseignements supplémentaires sur la politique et les procédures se trouvent ci-après.* | Dans le cas d’une personne effectuant un versement de 100 000 $ ou plus à l’égard d’une rente ou d’une police d’assurance vie | * Détermination du statut de PPV – Le client est-il un PPV ou un DOI (ce qui comprend les proches et les personnes étroitement associées)? La réponse (oui ou non) doit être inscrite sur les propositions et les formulaires. Si la réponse est « oui », nous devons recueillir ce qui suit : * Le nom, le lien, le pays et la fonction ou le poste de la personne qui est un PPV * La provenance des fonds qui ont servi à l’opération, si elle est connue * ‏La date à laquelle vous avez déterminé que la personne était un PPV ou DOI * ‏Le nom du membre de la haute direction qui a examiné l’opération et le résultat de cet examen (p. ex. approbation de maintien du compte pour les affaires existantes) * La date de l’examen de l’opération |
| **Renseignements sur la relation d’affaires –** inscrits sur les propositions et les formulaires  *\* Les définitions et des renseignements supplémentaires sur la politique et les procédures se trouvent ci-après.* | Lorsque nous effectuons deux ou plusieurs opérations dans le cadre desquelles nous devons vérifier l’identité ou confirmer l’existence d’une entité pour laquelle nous avons établi une relation d’affaires avec le client | Il faut inscrire l’objectif et la nature visée de la relation d’affaires sur les propositions et les formulaires (p. ex. planification financière, planification successorale, préservation du capital, etc.) |

**a) Documents concernant les bénéficiaires effectifs et le contrôle**

**Que sont les bénéficiaires effectifs et le contrôle?** Bénéficiaire effectif s’entend de l’identité des personnes qui **contrôlent, directement ou indirectement, 25 % ou plus** d’une société ou d’une autre entité (actions ou droits). La mention du contrôle indirect des bénéficiaires effectifs est importante puisque, dans le cas d’une entité juridique détenue par une autre société ou une autre entité, des documents supplémentaires visant à confirmer que tous les bénéficiaires effectifs ont été divulgués peuvent être exigés.

**Politique** – Lorsque nous confirmons l’existence d’une entité, nous devons également recueillir des renseignements sur la propriété, le contrôle et la structure et les conserver dans un dossier, puis prendre des mesures raisonnables pour les confirmer. Ces renseignements sont consignés sur les propositions et les formulaires. Des copies de tous les documents utilisés pour obtenir ou confirmer les bénéficiaires effectifs et le contrôle (comme ceux indiqués dans le tableau des pages précédentes) sont conservées dans le dossier du client.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la confirmation de l’existence d’entités, reportez-vous à la section 3, Identification des clients, du présent programme.

**Procédures** – Dans nos recherches, nous devons faire appel à tous les types de renseignements nécessaires pour identifier les bénéficiaires effectifs. Toutefois, dans certains cas, personne ne détient ou ne contrôle 25 pour cent ou plus d’une entité. Nous devons conserver les renseignements obtenus dans un dossier pour pouvoir en faire la démonstration. Dans les cas où nous recueillons les renseignements et confirmons qu’aucune personne ne détient ou ne contrôle au moins 25 % de l’entité, il n’est pas nécessaire de vérifier l’identité du dirigeant le plus haut placé.

Les mesures raisonnables à prendre pour confirmer l’exactitude des renseignements sur les bénéficiaires effectifs devraient comprendre de demander au client de fournir les documents pertinents (comme une attestation), ou de consulter les documents accessibles au public, selon les renseignements qui se trouvent dans le tableau de la section 2.2 du présent programme. Les documents que nous obtenons pour confirmer les renseignements ou la source d’information publique (par exemple le site Web où les renseignements ont été trouvés) doivent être indiqués dans nos dossiers.

Dans le cas d’entités complexes, nos mesures raisonnables doivent aller plus loin pour nous assurer que nous comprenons et confirmons les renseignements sur les bénéficiaires effectifs et que nous sommes en mesure d’établir la propriété, le contrôle et la structure de l’entité.

Si vous n’arrivez pas à confirmer ces renseignements (ou si le client refuse de les fournir), nous devons :

* Prendre les mesures raisonnables afin de vérifier l’identité du dirigeant le plus haut placé de l’entité
* Considérer les activités de l’entité comme étant à risque élevé
* Mettre en place des mesures améliorées visant les clients à risque élevé, y compris une surveillance continue améliorée

Il est également possible de décider de ne pas faire affaire avec ce client sans cette information. Si le client refuse de fournir ces renseignements, il faut se pencher sur la question à savoir si l’opération (ou l’opération proposée) est douteuse.

Des exemples de propriété, de contrôle et de structure se trouvent à la section [Directives – Exigences relatives au besoin de bien connaître son client – Exigences relatives aux bénéficiaires effectifs – Annexe A](http://www.canafe-fintrac.gc.ca/guidance-directives/client-clientele/bor-fra.asp) du site Web de CANAFE.

**b) Détermination quant aux tiers et documents**

**Qu’est-ce qu’un tiers?***–*Tiers s’entend d’une personne ou d’une entité autre que celle qui effectue l’opération ou l’activité financière, comme un responsable des primes, un mandataire, un propriétaire apparent ou une autre personne qui donne des instructions concernant l’opération. Lorsqu’on détermine si un « tiers » est impliqué, il ne s’agit pas seulement de la personne qui « détient » l’argent, mais de celle qui donne les instructions relatives à l’argent. Le point à retenir est le suivant : pour déterminer qui est le tiers, nous devons déterminer si la personne qui est en face de vous agit sur les instructions de quelqu’un d’autre. Si tel est le cas, cette autre personne est le tiers.

**Politique** – Nous déterminons l’existence d’un tiers (demandons au client de divulguer l’existence d’un tiers) lorsque nous devons tenir un dossier client. Nous avons aussi à déterminer l’existence d’un tiers lorsque nous devons tenir un dossier des opérations importantes en espèces.

**Procédures – Comment déterminer l’existence d’un tiers*?*** Au moment de la soumission de la proposition, il faut demander au client si *une autre personne ou entité paiera pour cette police, ou, pendant qu’elle est en vigueur, fera usage des valeurs de la police ou y aura accès, ou si une autre personne donne des instructions à l’égard de cette police.* La réponse du client est inscrite sur les propositions et les formulaires. Si des tiers sont impliqués, les renseignements à fournir sur le tiers sont aussi inscrits sur les propositions et les formulaires, conformément au tableau ci-dessus.

Si nous avons des motifs raisonnables de soupçonner qu’un tiers est impliqué, nous prenons des notes sur les propositions et les formulaires pour indiquer ce qui suit :

* Dans le cas d’un dossier client ou d’une opération importante en espèces, une note indiquant si, selon le client, l’opération est effectuée au nom d’un tiers
* La raison pour laquelle nous soupçonnons que la personne agit en suivant les instructions d’un tiers
* Dans le cas d’une opération importante en espèces, une note indiquant si, selon la personne qui donne l’argent, l’opération est effectuée au nom d’un tiers

**c) Détermination du statut de personne politiquement vulnérable (PPV) ou de dirigeant d’une organisation internationale (DOI) et documents**

**Qui est considéré comme une PPV?**

|  |  |
| --- | --- |
| **National** | **Étranger** |
| Une personne qui occupe ou a occupé **au cours des cinq dernières années** une des fonctions suivantes au sein du gouvernement fédéral canadien, d’un gouvernement provincial canadien ou d’une administration municipale canadienne, ou pour le compte d’une de ces dernières :   * Gouverneur général, lieutenant-gouverneur ou chef de gouvernement; * Membre du Sénat ou de la Chambre des communes ou membre d’une assemblée législative; * Sous-ministre ou titulaire d’une charge de rang équivalent; * Ambassadeur ou attaché ou conseiller d’un ambassadeur; * Officier militaire ayant le rang de général ou un rang supérieur; * Dirigeant d’une société appartenant directement à cent pour cent à Sa Majesté du chef du Canada ou d’une province; * Chef d’un organisme gouvernemental; * Juge d’une cour d’appel provinciale, de la Cour d’appel fédérale ou de la Cour Suprême du Canada; * Chef ou président d’un parti politique représenté au sein d’une assemblée législative; ou * Maire (ou dirigeant d’une ville, d’un village, d’une municipalité rurale ou d’une agglomération urbaine, sans égard à la population) | Une personne qui occupe ou qui **a déjà occupé** l’une des fonctions suivantes au sein d’un État étranger ou pour le compte de ce dernier :   * Chef d’État ou chef de gouvernement; * Membre du conseil exécutif de gouvernement ou membre d’une assemblée législative; * Sous-ministre ou titulaire d’une charge de rang équivalent; * Ambassadeur ou attaché ou conseiller d’un ambassadeur; * Officier militaire ayant le rang de général ou un rang supérieur; * Dirigeant d’une société d’État ou d’une banque d’État; * Chef d’un organisme gouvernemental; * Juge de la Cour suprême, de la cour constitutionnelle ou d’une autre cour de dernier ressort; ou * Chef ou président d’un parti politique représenté au sein d’une assemblée législative |

**Qui est considéré comme un DOI?**

|  |
| --- |
| Une personne qui occupe **présentement** l’une des fonctions suivantes :   * Dirigeant\* d’une organisation internationale mise sur pied par les gouvernements de différents États; ou * Dirigeant\* d’une institution créée par une organisation internationale.   \* La principale personne qui dirige l’organisation, par exemple le président ou le chef de la direction. L’OTAN, les Nations Unies, UNICEF, etc. constituent des exemples d’organisations internationales. |

**Une PPV (étrangère ou nationale) ou un DOI comprend également les proches et les personnes étroitement associées suivants :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Membre de la famille** | **Personne étroitement associée** |
| Une personne liée par une des relations suivantes à la PPV ou au DOI :   * Mère ou père (parents biologiques et adoptifs) * Enfant (biologique ou adoptif) * Conjoint / conjoint de fait / conjoint uni civilement / partenaire domestique * Parents du conjoint (comprend les parents du conjoint / conjoint de fait / conjoint uni civilement / partenaire domestique) * Fratrie (comprend uniquement les frères et sœurs biologiques ou adoptifs ainsi que les demi-frères et les demi-sœurs)   + Cela ne comprend pas les demi-frères et demi-sœurs par alliance, sauf s’ils ont été légalement adoptés par la PPV / le DOI. | Une personne ayant des liens étroits avec une PPV ou un DOI pour des raisons personnelles ou professionnelles, par exemple (sans s’y limiter) :   * Personne détenant conjointement une police avec une PPV ou un DOI * Partenaire d’affaires d’une PPV ou d’un DOI, ou personne détenant ou contrôlant une entreprise conjointement avec une PPV ou un DOI * Personne qui entretient une relation amoureuse avec une PPV ou un DOI (p. ex. petit ami / petite amie, maîtresse) * Personne effectuant des opérations financières avec une PPV ou un DOI * Membre important du même parti politique ou du même syndicat qu’une PPV ou qu’un DOI * Personne siégeant au même conseil d’administration qu’une PPV ou qu’un DOI * Personne œuvrant au sein d’organismes caritatifs en étroite relation avec une PPV ou un DOI |

**Politique** –Si nous recevons un versement forfaitaire de 100 000 $ d’une personne pour souscrire une rente ou une police d’assurance vie, nous devons prendre des mesures raisonnables pour vérifier si nous avons à faire à une PPV / un DOI dans les 30 jours suivant l’opération. Si la personne est une PPV, nous devons aussi avoir fait approuver l’opération par la haute direction de l’entreprise dans la période de 30 jours.

Lorsqu’il est déterminé que la personne est une PPV ou un DOI, une évaluation du risque doit être effectuée. Si le client est un étranger politiquement vulnérable, il est immédiatement considéré comme un client à haut risque et son dossier est traité en conséquence.

Pour toute PPV ou tout DOI considéré comme un client à risque élevé à la suite de l’évaluation du risque, les mesures spéciales prévues doivent être prises dans les 30 jours suivant l’opération. Les mesures spéciales comprennent ce qui suit :

1. Prendre des mesures raisonnables pour confirmer la source des fonds de l’opération
2. Obtenir l’approbation de la haute direction de l’entreprise relativement à l’opération
3. Consigner toutes les étapes franchies pour la détermination, l’examen et l’approbation

*Exemple – Si nous attendons cinq jours après une opération pour déterminer si nous faisons effectivement affaire à un étranger politiquement vulnérable, il ne nous restera que 25 jours pour effectuer une évaluation des risques liés au client, confirmer la source des fonds et faire examiner l’opération par la haute direction.*

**Procédures *–* Comment détermine-t-on si une personne est une PPV ou un DOI?**

Nous demandons au client s’il est une PPV / un DOI, puis nous notons sa réponse (oui ou non) sur les propositions et les formulaires de l’assureur. Nous pouvons aussi consulter une source de renseignements sur les PPV/DOI qui est crédible et accessible sur le marché ou au public.

Si le client est une PPV / un DOI, nous :

* Inscrivons la fonction ou le poste de la personne qui est une PPV / un DOI
* Demandons au client la provenance des fonds utilisés pour l’opération et la prenons en note
* Inscrivons la date à laquelle nous avons déterminé que la personne est une PPV / un DOI
* Inscrivons les noms de ceux qui ont examiné ou approuvé l’opération
* Inscrivons la date de l’examen de l’opération

**À quelle fréquence devons-nous déterminer si une personne est une PPV ou un DOI?**

Lorsque nous avons déterminé qu’une personne est une PPV / un DOI, nous n’avons pas à le faire de nouveau. Par contre, même si nous déterminons au départ que la personne n’est pas une PPV / un DOI, nous devons prendre des mesures raisonnables pour vérifier, chaque fois qu’une somme forfaitaire de 100 000 $ ou plus est affectée à une police, si nous avons affaire à une PPV / un DOI, car il se peut que la situation de la personne ait changé.

**d) Document concernant les relations d’affaires**

**Qu’est-ce qu’une relation d’affaires?**

Une relation d’affaires est une relation que nous avons établie, en tant qu’entité déclarante, avec un client pour effectuer des opérations financières ou fournir des services liés à ces opérations.

Une relation d’affaires commence lorsque nous effectuons deux ou plusieurs opérations dans le cadre desquelles nous devons vérifier l’identité de la personne ou confirmer l’existence d’une personne morale ou d’une autre entité dans un délai maximal de cinq ans l’une de l’autre.

Même dans les situations où la réglementation permet une exception à l’égard de la vérification de l’identification du client pour une deuxième transaction, une relation d’affaires est tout de même créée. Cela s’explique par le fait que l’exigence sous-jacente selon laquelle l’identité du client doit être vérifiée ou l’existence de l’entité doit être confirmée existe toujours à l’égard de la deuxième transaction.

**À quel moment la relation d’affaires prend-elle fin?**  
Si le client ne détient plus d’affaires vigueur auprès de nous, la relation d’affaires est réputée avoir pris fin à l’échéance du dernier contrat.

**Politique** – Nous devons consigner dans un dossier l’objectif de toute police d’assurance et l’utilisation qui en est prévue.

**Procédures** – Nous inscrivons l’objectif et la nature de la relation d’affaires sur les propositions et les formulaires.

Les relations d’affaires amènent aussi d’autres obligations. Pour obtenir des précisions, reportez-vous à la section 4.3, Contrôle continu et tenue à jour des renseignements sur l’identité des clients, du présent programme.

**2.4 – Mesures raisonnables**

**Conservation d’un document sur les « mesures raisonnables » prises**

**Qu’entend-on par « mesures raisonnables »?**

On entend par « mesure raisonnable » toute activité visant à respecter certaines obligations. Par exemple, nous devons prendre des mesures raisonnables pour confirmer les renseignements sur le bénéficiaire effectif, déterminer s’il s’agit d’une personne politiquement vulnérable (PPV) ou d’un dirigeant d’une organisation internationale (DOI) ou établir si le client agit pour le compte d’un tiers, conformément aux politiques et aux procédures. Nous aurons respecté nos obligations même si, après avoir pris des mesures raisonnables, nous n’arrivons pas à obtenir ou à confirmer l’information.

Il convient de noter qu’il ne faut pas confondre l’information obtenue grâce à la prise de mesures raisonnables avec les renseignements obligatoires, c’est-à-dire l’information qui doit être obtenue avant d’effectuer une opération ou une activité, auxquels les mesures raisonnables ne s’appliquent pas (p. ex. vérification de l’identité du client).

**Documentation des mesures raisonnables prises**

Il faut conserver un document faisant état des mesures raisonnables prises, même si elles sont infructueuses. Une mesure raisonnable est infructueuse si vous n’obtenez aucune réponse, par exemple oui ou non, et que vous n’êtes pas en mesure de tirer une conclusion satisfaisante. Le document sur les mesures raisonnables prises, mais infructueuses, doit comprendre ce qui suit :

* les mesures prises;
* la date à laquelle les mesures ont été prises;
* la **raison pour laquelle** elles se sont avérées infructueuses.

Nous tenons compte du refus d’un client de fournir certains renseignements ou de notre incapacité à obtenir ces renseignements dans l’évaluation globale du risque qu’il représente.

**Conservation :** Nous conservons les documents faisant état des mesures raisonnables prises, mais infructueuses, durant au moins cinq ans après leur date de création.

**Section 3 – Vérification de l’identité des clients**

**Politique** – L’identité des personnes est vérifiée ou l’existence des entités est confirmée dans le cas des rentes non enregistrées, des placements non enregistrés ou des polices d’assurance Vie universelle lors de l’établissement de la police. Les exigences en matière d’identification des clients ne s’appliquent pas aux autres produits, sauf si une déclaration d’opérations douteuses a été déposée (l’exemption ne tient plus dans ce cas).

Les renseignements d’identification du client sont inscrits sur les propositions et les formulaires.

Reportez-vous à la *section 3.1 du présent programme* pour connaître les mesures à prendre ou les procédures à suivre pour vérifier l’identité de personnes, et à la *section 3.2 du présent programme* pour connaître les mesures à prendre ou les procédures à suivre pour confirmer l’existence d’entités.

**3.1 Personnes**

**Procédures** – Deux méthodes sont utilisées pour vérifier l’identité d’une personne. L’identité peut être vérifiée par le conseiller ou un adjoint détenant un permis et lié par contrat à l’agence ou à l’assureur.

**Méthode à processus unique reposant sur une pièce d’identité avec photo**

Les originaux des pièces d’identité avec photo énumérées ci-après, et non des copies de celles-ci, doivent être examinés en présence du client et une comparaison visuelle doit être effectuée. Parmi les exemples de pièces d’identité avec photo acceptables, notons :

* Permis de conduire
* Passeport
* Carte de résident permanent
* Carte de citoyenneté (délivrée avant 2012)
* Certificat du statut d’Indien
* Autre document semblable délivré par le gouvernement d’une province ou d’un territoire ou le gouvernement fédéral

La pièce d’identité doit afficher le nom et une photo de la personne (les deux doivent correspondre) et comprendre un numéro d’identification unique.

Le document doit être valide au moment de la vérification de l’identité de la personne et **ne doit pas être échu**. Par exemple, un permis de conduire échu n’est pas acceptable.

Si elle est valide, une pièce d’identité émise à l’étranger peut également être acceptée. Cependant, il se peut que l’assureur exige de la documentation additionnelle pour confirmer que le client répond aux exigences en matière de résidence au Canada.

Les propositions et les formulaires ont été conçus afin de recueillir les renseignements suivants lorsque la méthode de pièce d’identité avec photo est utilisée :

* Le nom de la personne
* Le type de carte ou de document utilisé (p. ex. permis de conduire)
* Le numéro d’identification unique du document ou de la carte
* Le pays ou territoire de délivrance du document ou de la carte (p. ex. Alberta, Canada)
* La date d’expiration et la date de délivrance, le cas échéant (si le renseignement paraît sur la carte, vous devez le consigner)
* La date à laquelle les renseignements ont été vérifiés

**Méthode à processus double d’identification**

Dans le cas de la méthode à processus double d’identification, deux originaux valides et actuels et provenant de sources fiables différentes doivent être remis au conseiller. La présence de la personne n’est pas requise pour la vérification de l’identité lorsque cette méthode est utilisée.

Chaque document doit être utilisé séparément pour remplir un des critères suivants (deux des trois catégories doivent être représentées). Nous devons également nous assurer que les renseignements correspondent à ce qui a été fourni par la personne.

* Nom et adresse
  + Exemples : facture de services publics, relevé d’impôt foncier ou avis de cotisation de l’ARC
* Nom et date de naissance
  + Exemples : certificat de mariage ou certificat de naissance (s’il n’y a pas eu de changement de nom)
* Nom et compte financier (c.-à-d. compte de dépôts, de carte de crédit ou de prêt)
  + Exemples : le dernier relevé financier d’un courtier en valeurs mobilières (à l’exclusion de votre propre entreprise) ou le dernier relevé de compte bancaire

Nous ne pouvons pas utiliser le même document ou la même source pour plus d’une des catégories ci-dessus. Par exemple, nous pouvons utiliser l’avis de cotisation de l’ARC pour confirmer le nom et l’adresse et un relevé de carte de crédit de la CIBC pour confirmer le nom et le compte financier.

Exemples de documents d’identification inacceptables :

* Un acte de naissance ou un extrait de baptême émis par une église
* Une carte d’identité émise par un employeur pour un employé

Les propositions et les formulaires ont été conçus afin de recueillir les renseignements suivants lorsque la méthode à processus double d’identification est utilisée :

* Le nom de la personne
* Le nom de deux différentes sources utilisées (p. ex. Agence du revenu du Canada, CIBC)
* Le type de renseignement (p. ex. relevé de compte de services publics, relevé bancaire, certificat de mariage, avis de cotisation)
* Le numéro de compte ou de référence associé au renseignement
* La date à laquelle les renseignements ont été vérifiés

Si nous n’arrivons pas à obtenir l’une des pièces d’identité de la liste ci-dessus, nous consultons la section [Directives – Exigences relatives au besoin de bien connaître son client – Méthodes pour vérifier l’identité des personnes et confirmer l’existence des entités](http://www.canafe-fintrac.gc.ca/guidance-directives/client-clientele/Guide11/11-fra.asphttp:/www.canafe-fintrac.gc.ca/guidance-directives/client-clientele/bor-fra.asp) du site Web de CANAFE pour connaître d’autres options.

**3.2 Confirmation de l’existence d’entités**

**Procédures** – Entité renvoie à des sociétés, à des fiducies, à des sociétés de personnes, à des fonds et à des associations ou organisations sans personnalité morale.

Pour confirmer l’existence d’une personne morale, il faut consulter les documents suivants :

* Le certificat de constitution en société de la personne morale ou le profil d’entreprise.
* Un document doit être déposé annuellement aux termes de la loi provinciale régissant les valeurs mobilières.
* Tout autre document qui confirme l’existence de la personne morale. Par exemple, il peut s’agir du rapport annuel publié signé par un cabinet d’audit indépendant, ou d’une lettre ou d’un avis de cotisation pour la personne morale émis par un gouvernement municipal, provincial, territorial ou le gouvernement fédéral.

Pour confirmer l’existence d’une entité autre qu’une personne morale, nous examinons le contrat de société ou de fiducie, les statuts constitutifs de l’association ou tout autre document de ce genre confirmant l’existence de l’entité.

Le document que nous utilisons pour confirmer l’existence d’une entité peut être la version papier ou électronique. Si le document est en format papier, nous devons en conserver une copie. Si le document est en version électronique, nous devons prendre en note le numéro de constitution de la personne morale, ainsi que le type de document et sa provenance. La version électronique d’un document doit provenir d’une source publique. Une confirmation verbale (par téléphone, par exemple) n’est pas acceptable, puisque nous devons pouvoir consulter un document.

Lorsque nous confirmons l’existence d’une société, nous devons également déterminer les noms des administrateurs à l’aide d’un dossier. Il s’agit souvent d’un des documents indiqués ci-dessus, comme le profil d’entreprise, mais un dossier différent pourrait être requis, selon la situation.

Par exemple, il est possible d’obtenir des renseignements sur le nom et l’adresse de la personne morale, ainsi que les noms de ses administrateurs, en consultant la base de données d’un gouvernement provincial ou du gouvernement fédéral, comme la base de données de Corporations Canada par exemple, qui est accessible à partir du site Web d’Industrie Canada (<http://www.ic.gc.ca>) ou du Registraire des entreprises du Québec (<http://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/>). Il est également permis de recourir à des services de recherche et d’enregistrement visant les sociétés.

**3.3 Exceptions à l’obligation de vérifier l’identité d’un client**

**Politique** – Une fois que l’identité d’une personne a été vérifiée de la façon décrite précédemment, nous n’avons plus à vérifier de nouveau son identité si nous la reconnaissons (visuellement ou par la voix selon la méthode d’authentification de l’appelant). En cas de doute, nous vérifions de nouveau l’identité.

**Section 4 – Approche axée sur les risques**

**4.1 – Évaluation des risques**

**Qu’est-ce qu’une évaluation des risques** – Une évaluation des risques est une analyse des menaces et des faiblesses possibles en matière de blanchiment d’argent et de financement d’activités terroristes que présentent vos activités. La complexité de cette évaluation varie selon la taille de votre entreprise et selon certains facteurs de risque qui y sont liés. Vous trouverez des précisions dans les sections ci-après et des renseignements supplémentaires dans le Manuel d’instructions sur l’approche axée sur les risques – Sociétés, courtiers et agents d’assurance vie de CANAFE (<http://www.canafe-fintrac.gc.ca/guidance-directives/compliance-conformite/rba/rba-li-fra.asp>).

Une fois les risques inhérents établis, nous élaborons des mesures de réduction du risque et des contrôles clés et nous intégrons cette approche axée sur le risque à nos activités quotidiennes.

**Types d’évaluations des risques**

Au sein de cette entreprise, une **évaluation des risques liés à l’entreprise** et une **évaluation des risques liés aux relations d’affaires** sont effectuées.

Les évaluations font l’objet d’un examen tous les deux ans dans le cadre de l’évaluation du programme, ou plus tôt s’il y a des changements dans l’entreprise, comme notre emplacement, la clientèle, les produits ou les services, etc.

**Comment déterminons-nous les risques?**

Les catégories suivantes sont prises en comptes dans les évaluations des risques :

* Produits, services et modes de prestation de nos produits et services
* Emplacement géographique où nous exerçons nos activités et de nos clients
* Nos clients et nos relations d’affaires
* Tout autre facteur pertinent

**Produits et services**

Certains produits et services sont associés à des niveaux de risque plus élevés liés au blanchiment d’argent ou au financement d’activités terroristes qui sont inhérents. Les principaux attributs de produits qui contribuent à des niveaux de risques inhérents plus élevés sont des caractéristiques qui permettent l’accumulation d’argent ou de placements (qui peuvent être utilisés à l’étape du placement ou de la dispersion du blanchiment d’argent et du financement d’activités terroristes), la facilité d’effectuer des retraits ou des transferts (ce qui facilite la dispersion et l’intégration) et la possibilité pour des tiers d’effectuer des opérations en utilisant le produit (ce qui peut faciliter n’importe quelle étape du blanchiment d’argent et du financement d’activités terroristes). Les attributs de produits qui sont à risque moins élevé peuvent occasionner des pénalités fiscales s’il y a des retraits anticipés, une capacité limitée à effectuer des retraits ou une absence de possibilité d’accumuler des valeurs de rachat.

**Risques liés au mode de prestation**

Un mode de prestation est le moyen qui peut être utilisé pour obtenir un produit ou un service, ou par lequel des opérations peuvent être effectuées. Les modes de prestation qui permettent d’effectuer des opérations sans rencontre en personne présentent un risque plus élevé en raison de la difficulté accrue à vérifier l’identité des clients et à confirmer qu’ils n’agissent pas au nom d’un tiers. Cette méthode peut servir à masquer la véritable identité d’un client ou d’un propriétaire bénéficiaire.

**Risque géographique**

L’emplacement géographique a une incidence sur l’ensemble des risques liés aux affaires. Voici quelques attributs géographiques qui peuvent entraîner un niveau de risque inhérent plus élevé :

* La proximité d’un endroit reconnu pour son taux de criminalité élevé
* Des clients qui ont des liens avec des pays à risque élevé
* La taille ou la nature de l’endroit où habite la clientèle, par exemple, une petite zone rurale où les clients sont connus ou une grande zone urbaine où les clients sont inconnus

**Autres facteurs**

D’autres facteurs, comme la structure d’exploitation de notre modèle d’affaires, sont également pris en compte, c’est-à-dire le nombre d’employés, le roulement de personnel, le nombre de succursales, etc. L’incidence de la nouvelle technologie sur l’industrie et sur nos activités d’exploitation est également prise en compte.

Les directives ministérielles, les restrictions relatives aux opérations, les alertes et les rapports opérationnels reçus à la suite de l’abonnement à la liste de diffusion de CANAFE et les communications des assureurs doivent être passés en revue pour demeurer au fait des pays à risque élevé. Cela comprend également un examen des listes des pays frappés de sanctions sur une base annuelle ou à mesure que des mises à jour sont communiquées par l’entremise de la liste de diffusion de CANAFE ou des assureurs. Ces listes se trouvent dans le site Web du Bureau du surintendant des institutions financières ([http://www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca/)), à la page Listes d’entités terroristes et sanctions.

D’autres ressources sont indiquées dans le site Web de CANAFE sous Directives – Programme de conformité – [Guide de l’approche axée sur les risques pour lutter contre le blanchiment d’argent et le financement des activités terroristes](http://www.canafe-fintrac.gc.ca/guidance-directives/compliance-conformite/rba/rba-fra.asp).

**Comment les risques sont-ils évalués pour des clients individuels (au début et de façon régulière)?**

Les risques liés à un client sont évalués et un niveau de risque lui est attribué au moment de l’établissement d’une relation avec un nouveau client, puis de nouveau sur une base régulière durant le contrôle.

En règle générale, les clients de cette entreprise peuvent être regroupés en deux groupes :

Groupe A – Faible risque

Groupe B – Risque élevé

Par défaut, tous les clients sont classés dans la catégorie à faible risque, **SAUF en présence de facteurs de risque** comme les facteurs suivants :

**Caractéristiques à risque élevé automatique** – Si l’un des indicateurs ci-après est présent, le client est à risque élevé.

* Un étranger politiquement vulnérable
* Un client pour lequel une déclaration d’opération douteuse ou de biens appartenant à un groupe terroriste a été présentée
* Un client qui a été identifié comme terroriste
* Un client pour lequel nous ne sommes pas en mesure d’obtenir les renseignements sur les bénéficiaires effectifs
* Un client dont le compte comporte des transactions entrantes et sortantes avec un pays à risque élevé (p. ex. Iran), sans égard au montant

**Indicateurs de risque élevé potentiel** – Un seul des indicateurs peut être suffisant pour que le client soit évalué comme représentant un risque élevé et, en règle générale, s’il y a trois indicateurs ou plus, le client devrait être considéré comme à risque élevé par défaut. Cela peut varier selon notre connaissance d’autres facteurs dans le profil du client, comme les produits qu’il détient, la durée de la relation avec celui-ci, la provenance des fonds, etc.

**Caractéristiques du client, produit, service, mode de prestation :**

* National politiquement vulnérable, dirigeant d’une organisation internationale et personne étroitement associée
* Paiements de primes ou dépôts effectués par ordre électronique à partir de territoires situés à l’étranger
* Implication d’un tiers sans motif raisonnable ou incapacité de recueillir les renseignements sur le tiers
* Profession – Professions à risque élevé (p. ex. entreprises dont les activités reposent grandement sur les opérations en espèces, entreprises extraterritoriales, entreprises qui exercent des activités dans des pays à risque élevé, jeu en ligne, entreprises de services monétaires, sociétés d’importation / d’exportation)
* Structure de l’entreprise ou opérations du client qui semblent inhabituellement complexes
* Identification du client à distance sans motif valable
* Participation de gardiens (c.-à-d. comptables, avocats) sans motif valable

**Géographie** :

* Le client réside hors de la région locale ou normale des clients
* Le client réside dans une région reconnue pour son taux de criminalité élevé
* Le client exerce des activités extraterritoriales ou détient des sociétés prête-nom / de portefeuille dans des paradis fiscaux reconnus
* Le client effectue des opérations ou a des liens avec des pays à risque élevé (p. ex. Iran)

**Autres indicateurs d’opérations douteuses :**

* Le volume, le moment ou la complexité des opérations ne correspondent pas à l’objectif de la police ou du compte
* La valeur des dépôts ne cadre pas avec la profession ou avec la provenance des fonds
* Des indicateurs d’opérations douteuses décrits à la section des renseignements généraux sont présents

Toutes les évaluations des clients à risque élevé sont documentées au moyen de l’*outil d’évaluation**des risques liés à des clients*, qui se trouve à l’annexe du présent programme. Des copies sont conservées pour démontrer que le client a été classé dans la catégorie de risque appropriée.

**4.2 – Atténuation des risques**

Des mesures d’atténuation des risques ont été élaborées et mises en place pour les cas où nos évaluations des risques permettent de déceler des risques élevés. Les mesures d’atténuation des risques sont décrites en détail dans les tableaux sur l’évaluation des risques, aux sections 4.4 et 4.5 du présent programme.

Indépendamment de la récurrence d’une situation (p. ex. certains produits faisant rarement ou ne faisant jamais l’objet d’une souscription), des mesures d’atténuation des risques ont été élaborées et seront mises en application si une telle situation se présente.

**4.3 – Contrôle continu et tenue à jour des renseignements sur l’identité des clients**

Une fois une relation d’affaires établie, nous devons assurer une surveillance continue de tous les clients afin de :

* Repérer les opérations douteuses qui doivent être déclarées
* Tenir à jour les renseignements sur les clients
* Réévaluer le niveau de risque associé aux opérations et aux activités du client
* Déterminer si les opérations ou les activités sont conformes aux renseignements obtenus antérieurement sur le client, y compris l’évaluation du risque qu’il représente

Pour une personne (dans le cadre du processus de contrôle continu), nous devons confirmer ou mettre à jour les renseignements suivants :

* Nom
* Adresse
* Profession ou activité principale
* Objectif de la police / relation d’affaires, qui pourrait expliquer un changement au chapitre des transactions (p. ex. retraits fréquents)

Pour une entité, il faut confirmer ou mettre à jour les renseignements suivants :

* Nom
* Adresse
* Nature des activités
* Noms des administrateurs, des fiduciaires, etc.
* Renseignements sur les bénéficiaires effectifs (personnes qui contrôlent l’entité)
* Objectif de la police / relation d’affaires, qui pourrait expliquer un changement au chapitre des transactions (p. ex. retraits fréquents)

**Fréquence –** La fréquence à laquelle nous assurons un contrôle continu des relations d’affaires et mettons à jour les renseignements sur les clients dépend de notre évaluation des risques liés aux clients; ceux qui présentent un niveau de risque plus élevé doivent faire l’objet d’un contrôle ou d’une mise à jour de façon plus fréquente. Les renseignements sur tous les clients font également l’objet d’une mise à jour périodique dans le cadre du processus visant à remplir une nouvelle demande de placement non enregistré ou une nouvelle proposition de rente ou d’assurance Vie universelle.

**Clients à faible risque** – Les opérations font l’objet d’un contrôle, d’un examen ou d’une évaluation au moment où elles sont effectuées.

Les renseignements sur les clients à faible risque peuvent être tenus à jour au moyen d’une confirmation verbale régulière auprès des clients lors des interactions en continu (par exemple, pour des affaires nouvelles ou des opérations subséquentes).

**Clients à risque élevé** – Les opérations font l’objet d’un contrôle, d’un examen ou d’une évaluation au moment où elles sont effectuées, ainsi que lors d’examens périodiques. La preuve de l’examen périodique est conservée. Des notes sont également conservées dans le dossier client.

Les renseignements sur les clients à risque élevé sont mis à jour annuellement. Les renseignements peuvent être confirmés verbalement auprès du client. Des mesures plus poussées peuvent comprendre :

* Prendre des mesures raisonnables pour confirmer les renseignements fournis par des clients à risque élevé en effectuant des recherches dans Internet
* Obtenir des renseignements supplémentaires sur la source de fonds/richesse du client
* Obtenir des renseignements sur les motifs ou les objectifs derrière certaines transactions
* Prendre des mesures additionnelles pour vérifier les documents ou les renseignements fournis par le client

**4.4 – Évaluation des risques liés à l’entreprise**

Le tableau ci-dessous contient les éléments qui peuvent rendre cette entreprise vulnérable à être utilisée par des criminels pour effectuer des activités de blanchiment d’argent et de financement d’activités terroristes. Cette liste tient compte des produits et services que nous offrons, de la façon dont nous en faisons la prestation et de l’endroit où nous effectuons nos activités. Cette liste est mise à jour lorsque des risques supplémentaires sont décelés. Des mesures d’atténuation des risques doivent être jumelées à tous les facteurs évalués comme étant à risque élevé.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **LISTE DES FACTEURS Indiquez tous les facteurs qui s’appliquent à votre entreprise (c.-à-d. les produits, les services et les modes de prestation, l’emplacement géographique, d’autres facteurs pertinents), ainsi que la fréquence et si ce risque existe au sein de votre entreprise.** | **NIVEAU DE RISQUE INHÉRENT**  ***Évaluez le niveau de risque de chaque facteur, élevé ou faible.*** | **JUSTIFICATION**  ***Donnez la RAISON de l’attribution de ce niveau de risque.*** | **Pour tous les risques ÉLEVÉS indiqués dans la première colonne, décrivez les MESURES D’ATTÉNUATION qui seront mises en place pour réduire le risque de blanchiment d’argent ou de financement d’activités terroristes.** |
| **Produits et services** | | | |
| Rentes et placements non enregistrés (fonds distincts) | ÉLEVÉ | Possibilité d’accumuler des placements, facilité d’effectuer des retraits et des transferts, possibilité pour des tiers d’effectuer des opérations en utilisant le produit | Argent comptant non accepté; diminution du risque de blanchiment d’argent à l’étape du placement.  Obtention de la source des fonds pour tous les clients.  Formation à l’intention des employés pour s’assurer qu’ils comprennent les produits qui sont vendus et le risque de blanchiment d’argent ou de financement des activités terroristes qui est lié à ces produits et aux opérations connexes |
| Vie universelle | ÉLEVÉ | Possibilité d’accumuler des placements, facilité d’effectuer des retraits et des transferts, possibilité pour des tiers d’effectuer des opérations en utilisant le produit, de transférer un droit de propriété, d’effectuer un versement excédentaire | Argent comptant non accepté; diminution du risque de blanchiment d’argent à l’étape du placement.  Obtention de la source des fonds pour tous les clients.  Formation à l’intention des employés pour s’assurer qu’ils comprennent les produits que nous vendons et le risque de blanchiment d’argent ou de financement des activités terroristes qui est lié à ces produits et aux opérations connexes |
| Vie entière | FAIBLE | Produit exonéré assujetti aux règles sur l’exonération fiscale et au contrôle  Capacité de tiers d’effectuer des opérations en utilisant le produit, de transférer un droit de propriété, d’effectuer un versement excédentaire et de retirer des fonds | Non nécessaire puisque le niveau de risque est FAIBLE |
| Assurance temporaire | FAIBLE | Produit exonéré. Aucune accumulation de valeur de rachat, aucune possibilité d’effectuer des retraits ou de rembourser des cotisations  Capacité de tiers d’effectuer des opérations en utilisant le produit et de transférer un droit de propriété | Non nécessaire puisque le niveau de risque est FAIBLE |
| Assurance collective | FAIBLE | Aucune valeur de rachat ni composante épargne | Non nécessaire puisque le niveau de risque est FAIBLE |
| Rentes ou placements enregistrés | FAIBLE | Produit exonéré | Non nécessaire puisque le niveau de risque est FAIBLE |
| **Modes de prestation** |  |  |  |
| En personne (à l’accueil et lors d’opérations courantes) | FAIBLE |  | Non nécessaire puisque le niveau de risque est FAIBLE |
| Modes de prestation à distance (téléphone, courriel, Skype, etc.) | ÉLEVÉ | L’identification des clients qui ne sont pas physiquement présents constitue un risque plus élevé puisqu’il est plus difficile de s’assurer à qui on a affaire et avec qui on fait affaire. | Planification d’une rencontre en personne avec le client à une date ultérieure avant d’effectuer deux opérations nécessitant la présentation d’une pièce d’identité (relation d’affaires)  Il ne faut pas accepter un nouveau client qui refuse une rencontre en personne sans raison valable, comme la distance à parcourir ou l’incapacité de se déplacer en raison, par exemple, d’une invalidité. |
| **Géographie** |  |  |  |
| Des affaires sont effectuées dans des régions qui ne sont pas à proximité d’une ville frontalière | FAIBLE | Les institutions financières qui ne sont pas situées à proximité d’un poste frontalier sont moins susceptibles d’être le premier point d’entrée de fonds dans l’industrie financière | Non nécessaire puisque le niveau de risque est FAIBLE |
| Des affaires sont effectuées dans des régions qui sont situées à proximité d’une ville frontalière | ÉLEVÉ | Les institutions financières qui sont situées à proximité d’un poste frontalier peuvent être plus susceptibles d’être le premier point d’entrée de fonds dans l’industrie financière.  Les clients qui vivent à proximité d’une ville frontalière peuvent aussi avoir plus de relations dans le secteur de l’importation et de l’exportation, ce qui augmente la possibilité qu’ils aient des fonds provenant d’autres pays. | Puisque l’argent comptant n’est pas accepté, nous serions moins susceptibles d’être le premier point d’entrée de fonds.  Obtention de la source des fonds pour tous les clients. |
| Des affaires sont effectuées dans un ou des emplacements géographiques reconnus pour leur **faible taux de criminalité** | FAIBLE | Un faible taux de criminalité réduit le risque que des fonds puissent provenir d’activités illégales. | Non nécessaire puisque le niveau de risque est FAIBLE |
| Des affaires sont effectuées dans un ou des emplacements géographiques reconnus pour leur **taux de criminalité élevé** | ÉLEVÉ | Les endroits où le taux de criminalité est plus élevé risquent d’avoir plus de clients dont des fonds proviennent d’activités criminelles. | Obtention de la source des fonds pour tous les clients.  Les renseignements accessibles en ligne concernant la criminalité dans notre région sont vérifiés régulièrement. Des sources comme Statistique Canada fournissent de l’information sur la criminalité au Canada, par type et par région.  Au besoin, de la formation est donnée aux employés afin qu’ils connaissent les types de crimes dans notre région et de leur rappeler les mesures de vigilance à prendre au moment de l’accueil, comme demander la profession et la provenance des fonds. |
| Des affaires sont effectuées dans une petite ville où les clients sont souvent déjà connus au moment de l’accueil | FAIBLE | L’entreprise exerce ses activités dans une petite ville ou les clients sont souvent déjà connus au moment de l’accueil. | Non nécessaire puisque le niveau de risque est FAIBLE |
| Des affaires sont effectuées dans une grande ville où les nouveaux clients ne sont généralement pas connus de l’entreprise au moment de l’accueil. | ÉLEVÉ | Dans une grande ville, la possibilité que de nouveaux clients soient anonymes est plus grande, puisque les clients sont souvent inconnus de l’entreprise au moment de l’accueil. | Obtention de la source des fonds pour tous les clients.  Il faut s’assurer de rencontrer tous les clients en personne avant d’établir une relation d’affaires. |
| Le client a-t-il des **liens avec des pays à risque élevé**, par exemple effectue-t-il des télévirements ou la source de ses fonds provient-elle de pays étrangers qui présentent un risque potentiel de blanchiment d’argent ou de financement d’activités terroristes? | ÉLEVÉ | Des opérations provenant de l’étranger peuvent présenter un risque plus élevé de blanchiment d’argent ou de financement des activités terroristes. | Obtention de la source des fonds pour tous les clients.  Il faut réévaluer le niveau de risque associé au client au moment des opérations.  Il faut passer en revue la liste des pays frappés de sanctions sur une base annuelle ou à la suite de la réception d’un avis de mise à jour de la liste envoyé par le CANAFE ou après la réception d’une communication d’un assureur, pour s’assurer de bien connaître les pays à risque élevé. Elle se trouve sur le site Web du Bureau du surintendant des institutions financières (<http://www.osfi-bsif.gc.ca/>), à la page « Listes d’entités terroristes et sanctions ». |
| **Autres facteurs de risque** |  |  |  |
| Modèle d’entreprise – entreprise établie, employés formés, faible roulement du personnel et emplacement géographique stable  \_\_\_ Ne représente pas l’état actuel de mon entreprise  \_\_\_ Représente l’état actuel de mon entreprise | FAIBLE | Des caractéristiques comme un nombre d’employés peu élevé ou un faible taux de roulement du personnel, un emplacement dans un seul bureau avec peu de changements anticipés dans la situation géographique, les produits ou la clientèle | Non nécessaire puisque le niveau de risque est FAIBLE |
| Modèle d’entreprise –  Entreprises de taille importante comptant plusieurs employés ou ayant un taux de roulement du personnel élevé, ce qui a une grande incidence sur les exigences de formation, et entreprises dont l’emplacement de la clientèle pourrait changer, ce qui pourrait augmenter le risque.  \_\_\_ Ne représente pas l’état actuel de mon entreprise  \_\_\_ Représente l’état actuel de mon entreprise | ÉLEVÉ | Cette entreprise comporte certains facteurs de risque plus élevés, par exemple : plusieurs employés, rôles différents, besoins de formation différents, bureaux dans plusieurs emplacements ou changements prévus dans la situation géographique, dans les produits ou dans la clientèle. | Il faut s’assurer que tous les nouveaux employés reçoivent la formation avant qu’ils puissent interagir avec des clients.  Lorsqu’il y a des changements dans le risque, par exemple, dans la situation géographique, les produits ou la clientèle, nous mettons à jour les documents de formation pour nous assurer que tous les membres de l’entreprise sont au courant des nouveaux risques qui se présentent. |

**4.5 – Évaluation des risques liés aux relations d’affaires**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Relations *d’affaires***  *Indiquez toutes les relations d’affaires ou les clients à risque élevé (individuellement ou en regroupement), puis évaluez si le risque est faible ou élevé* | **Justification**  *Donnez la raison de l’attribution de ce niveau de risque* | **Description des mesures améliorées** pour vérifier l’identité dans le cas de relations d’affaires à risque élevé | **Description des mesures d’atténuation, des mesures de contrôle continu améliorées et du processus de tenue à jour des renseignements sur les clients** dans le cas de relations d’affaires à risque élevé |
| **Groupe A – FAIBLE** | Clients qui effectuent des opérations en personne ou à distance avec un motif valable, et qui correspondent à leur profil de client, par exemple, pour la profession, la provenance des fonds, l’objectif de la police, etc., et qui n’ont pas d’indicateur de risque élevé automatique ou potentiel.  Clients qui ont été évalué à l’aide du *modèle pour le contrôle continu et l’évaluation des risques liés aux clients* et pour lesquels il a été a déterminé que le risque était faible, et la justification raison est indiquée | S. O. | S. O. |
| **Groupe B – ÉLEVÉ** | Clients pour qui des déclarations d’opérations douteuses ont déjà été soumises puisque des motifs raisonnables de soupçonner ont déjà été établis.  Étrangers politiquement vulnérables (EPV) ou PPV/DOI nationaux considérés comme étant à risque élevé, puisqu’ils peuvent être vulnérables à des activités de blanchiment d’argent ou de financement d’activités terroristes ou à de la corruption en raison de sa position, de ses relations ou de son influence.  Clients pour lesquels nous ne sommes pas en mesure d’obtenir les renseignements sur les bénéficiaires effectifs, ce qui peut indiquer que le client tente d’en dissimuler l’identité.  Clients qui ont été identifiés comme terroristes ou qui sont soupçonnés de participer à des activités terroristes.  Clients dont le compte comporte des transactions entrantes et sortantes avec la Corée du Nord (sans égard au montant)  Clients qui ont une combinaison d’indicateurs de risque élevé à l’accueil ou, comme il a été noté pendant le contrôle continu, qui ont été évalués, ce qui a permis de déterminer qu’ils étaient à risque élevé. Les indicateurs de risque élevé potentiel sont énumérés à la section portant sur l’outil d’évaluation des risques. Voir l’annexe | **Mesures améliorées pour vérifier l’identité**  S’assurer que l’identité est vérifiée au moment de la présentation de la proposition au moyen d’une pièce d’identité valide émise par le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial. | **Mesures d’atténuation pouvant comprendre ce qui suit :**   * Remplir l’*Outil d’évaluation des risques liés à des clients (voir l’annexe)* en consignant la justification de l’évaluation. * Effectuer une recherche dans Internet au sujet du client pour savoir s’il a déjà fait l’objet d’une couverture médiatique négative.   **Tenue à jour des renseignements :**   * Confirmer ou mettre à jour les renseignements d’identification du client avec celui-ci à chaque opération, puis effectuer des recherches subséquentes en ligne.   **Contrôle continu amélioré**   * Passer en revue chaque opération effectuée par des clients à risque élevé au moment où elle est effectuée.   + Tenir à jour des notes expliquant en détail l’examen des opérations du client   + Comparer l’opération à l’objectif et à la nature de la relation d’affaires   + Évaluer l’opération en fonction du profil du client   + Demander des renseignements supplémentaires au client si l’opération ne semble pas compatible avec son profil * Examiner périodiquement les opérations du client * Lorsqu’une DOD est soumise, effectuer une réévaluation annuelle et documenter les résultats |

### Section 5 – Durée de conservation des documents

Nous conservons les documents indiqués ci-après pendant cinq ans après le jour de la dernière opération d’affaires :

* Dossiers clients (y compris les renseignements d’identification du client individuel)
* Documents confirmant l’existence d’une entité
* Documents relatifs aux bénéficiaires effectifs
* Documents sur la détermination du statut d’étranger politiquement vulnérable
* Documents relatifs à la détermination quant aux tiers

Nous conservons des copies des déclarations d’opérations douteuses, d’opérations importantes en espèces et de biens appartenant à un groupe terroriste que nous avons présentées pendant au moins cinq ans après la date de la déclaration.

Tous les autres documents sont conservés pendant au moins cinq ans après la date de leur création.

**Ces documents doivent être conservés de manière à pouvoir être fournis dans les 30 jours suivant une demande.**

**Partie D – Programme de formation continue**

Une formation continue est obligatoire pour toutes les personnes au sein de cette entreprise qui :

* Sont en contact avec des clients
* Ont connaissance d’opérations effectuées par des clients
* Manipulent des espèces ou des fonds
* Sont responsables de la mise en œuvre ou de la surveillance du régime de conformité, sont formées de la façon décrite dans le présent programme de formation pour s’assurer qu’ils comprennent leurs obligations

**Fréquence** – Tous les nouveaux employés doivent suivre la formation avant d’avoir des interactions avec des clients. La formation est un processus continu. Une formation de mise à jour sur la lutte contre le blanchiment d’argent et le financement des activités terroristes pour le personnel existant a lieu annuellement, ou plus souvent au besoin, selon les changements qui sont apportés aux lois, les nouveaux produits, les changements qui sont apportés aux services offerts, à la situation géographique ou aux modes de prestation.

**Méthode** – La formation est effectuée par la diffusion et l’examen de la section A, Renseignements généraux, et de la section C, Politiques et procédures, du présent programme de conformité. Une formation facultative ou supplémentaire peut comprendre des modules fournis par des assureurs, la diffusion de communications et de mises à jour des assureurs sur la lutte au blanchiment d’argent, de nouveaux articles, de communications de CANAFE, etc. Les types de formation offerts sont inscrits dans la feuille de suivi ci-après.

L’agent de conformité anime toutes les séances de formation et en fait le suivi dans le tableau ci-joint. Les notes sur les formations terminées sont conservées dans cette section du programme de conformité.

**Suivi des formations terminées**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nom de l’employé** | **Type de formation et contenu (formation initiale, examen continu des politiques et procédures et des renseignements généraux, module fourni par l’assureur, etc.)** | **Date** | **Signature de l’employé** |
| *Exemple – Camille Sauvé* | *Formation initiale, examen continu des politiques et procédures et des renseignements généraux* | *1erdécembre 2020* |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

**Partie E – Approbation et adoption des politiques, des procédures et du programme de formation**

Les politiques, les procédures et le programme de formation qui se trouvent dans le présent programme de formation ont été approuvés et adoptés par le conseiller propriétaire / propriétaire de cette entreprise.

Nom du conseiller propriétaire / propriétaire de cette entreprise : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date d’adoption du programme : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Partie F – Examen du programme**

**Politiques**

Un examen des politiques et procédures doit être effectué tous les deux ans. L’agent de conformité effectue l’examen du programme.

Si l’entreprise connaît un changement important, un examen du programme pourrait avoir lieu avant la fin de la période de deux ans. Les changements qui pourraient mener à un audit prématuré sont l’achat d’un bloc d’affaires, des changements législatifs ou réglementaires, l’ouverture d’un nouveau bureau ou d’une nouvelle succursale, des changements démographiques perceptibles dans la clientèle.

Le conseiller propriétaire confirme les résultats de l’examen du programme en apposant sa signature au plus tard 30 jours après avoir effectué l’examen.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Examen du programme :** | | | |
| **Effectué par :** | | | **Date :** |
| **Résultats examinés par :** | | | **Date :** |
| **Élément de conformité examiné** | **Oui / non** | **Résultats de l’évaluation** | |
| **1) Nomination d’un agent de conformité** | | | |
| Pour les besoins de l’évaluation :  a) S’assurer qu’un agent de conformité a été nommé et approuvé par la haute direction | Oui | Un agent de conformité a été nommé de la façon indiquée dans le programme, puis la nomination a été approuvée par le conseiller propriétaire de la façon indiquée dans la section sur l’agent de conformité du présent programme. | |
| **2) Les politiques et procédures de conformité écrites sont approuvées, efficaces et tiennent compte des obligations législatives actuelles.** | | | |
| L’évaluation comprend :  a) Une confirmation que les politiques et les procédures ont été approuvées par le conseiller propriétaire | Oui | Les politiques et procédures ont été approuvées par le conseiller propriétaire de la façon indiquée à la section E, Approbation et adoption des politiques, des procédures et du programme de formation. | |
| b) Une consultation du [site Web de CANAFE](http://www.canafe.gc.ca/publications/guide/guide-fra.asp) pour voir si des changements législatifs ont eu lieu. Si des changements législatifs sont survenus depuis le dernier examen du programme / les dernières révisions à celui-ci, apportez des modifications au besoin afin que le programme soit à jour et conforme aux lignes directrices de CANAFE. | Oui | Le site Web a été consulté et le présent programme tient compte des changements législatifs en vigueur en juin 2019. | |
| c) Si des déclarations ont été présentées à CANAFE, un contrôle pour s’assurer que les documents appropriés ont été conservés. | S. O.  Oui | Nous n’avons aucune situation où une déclaration a dû être présentée à CANAFE  Nous conservons une copie des dossiers appropriés reliés à tout rapport soumis à CANAFE | |
| d) Un examen des évaluations des risques liés à l’entreprise et des évaluations des risques liés aux relations d’affaires, pour s’assurer que toutes les catégories de risque ont été prises en compte (par exemple, la géographie, les produits, les services, le mode de prestation et d’autres facteurs) et que les évaluations reflètent bien votre entreprise et votre clientèle actuelles. | Oui | Les évaluations du risque comprennent toutes les catégories. | |
| e) Un examen de tous les risques élevés décelés dans les deux évaluations, pour s’assurer que des mesures d’atténuation des risques ont été élaborées et qu’elles sont appropriées pour atténuer les risques. | Oui | Les mesures d’atténuation des risques sont documentées et mises en œuvre. | |
| f) Un examen de 10 % des clients à risque élevé pour savoir si des mesures améliorées ont été mises en place, par exemple un examen périodique. | Oui  S. O. | 10 % des clients à risque élevé ont fait l’objet d’un examen, et la preuve de l’examen périodique effectué est documentée.  OU  Pour le moment, aucun client à risque élevé ne fait affaire avec l’entreprise | |
| 1. Une confirmation de l’abonnement à la liste de diffusion de directives d’exploitation et d’alertes de CANAFE pour recevoir davantage de renseignements sur le blanchiment d’argent / financement d’activités terroristes. | Oui | Nous sommes inscrits à la liste de diffusion de directives d’exploitation et d’alertes de CANAFE. | |
| **3) Les déclarations d’opérations douteuses sont documentées et soumises conformément à nos processus.** | | | |
| * + 1. Passer en revue les déclarations d’opérations douteuses pour déterminer si le bloc d’affaires comprend des scénarios semblables non déclarés. | S. O.  Oui | Nous n’avons aucune déclaration d’opérations douteuses au dossier à l’heure actuelle.  Il n’y a aucune déclaration d’opérations douteuses non déclarée. | |
| 1. Passer en revue les déclarations d’opérations douteuses soumises pour veiller à une réévaluation périodique et à la documentation de celle-ci. | S. O.  Oui | Nous n’avons aucune déclaration d’opérations douteuses au dossier à l’heure actuelle.  Réévaluations périodiques effectuées et documentées conformément à nos procédures | |
| 1. Passer en revue les déclarations d’opérations douteuses soumises pour veiller à ce que les renseignements connus ont été saisis dans les champs appropriés. | S. O.  Oui | Nous n’avons aucune déclaration d’opérations douteuses au dossier à l’heure actuelle.  Les renseignements connus ont été saisis dans les champs de la déclaration d’opérations douteuses. | |
| d) Passer en revue les déclarations d’opérations douteuses soumises pour veiller à ce qu’elles l’aient été dans les 30 jours. | S. O.  Oui | Nous n’avons aucune déclaration d’opérations douteuses au dossier à l’heure actuelle.  Les déclarations d’opérations douteuses ont été soumises en temps opportun. | |
| **4) Un examen du programme a été effectué au moins tous les deux ans et les résultats ont été examinés** | | | |
| L’évaluation comprend :   1. Une confirmation qu’un examen de ce programme a été effectué au cours des deux dernières années | S. O.  Oui | Comme le présent programme remplace le programme existant pour cette entreprise, aucun examen de programme n’a eu lieu au cours des deux dernières années. Le prochain examen de programme qui est prévu doit avoir lieu dans deux ans, à compter de la mise en œuvre du présent programme, ou plus tôt au besoin, comme il est indiqué dans les politiques décrites ci-dessus.  OU  Le présent programme constitue le premier programme documenté de l’entreprise; un autoexamen aura lieu dans deux ans.  OU  Un autoexamen a été effectué au cours des deux dernières années; le prochain autoexamen prévu doit avoir lieu dans deux ans, à compter de la mise en œuvre du présent programme. | |
| 1. Une confirmation que l’examen a été assigné par le conseiller propriétaire | Oui | Les résultats de cet examen ont été approuvés, comme indiqué ci-dessus. | |
| **5) Formation sur la conformité en continu –** des politiques et procédures pour la fréquence et la méthode de formation sont en place et efficaces | | | |
| Pour les besoins de l’évaluation :   * + 1. S’assurer que la fréquence de la formation est précisée dans le programme | Oui | Le programme de formation indique que la formation doit avoir lieu annuellement. | |
| * + 1. S’assurer que tous les employés qui ont connaissance des opérations de clients ont reçu une formation annuelle en consultant la preuve que la formation a été suivie | Oui | Une preuve de la formation suivie est conservée et passée en revue pour s’assurer que tous les employés visés ont effectivement reçu la formation. | |
| **Mesures à prendre / Aucune mesure à prendre pour le moment** | | | |
| **Mesures de suivi effectuées** | | | |

**Partie G – Historique des révisions**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Date** | **Section modifiée** | **Raison du changement** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

**Annexe**

**Outil d’évaluation des risques liés à des clients**

Cet outil est utilisé pour consigner l’évaluation des risques liés à un client lorsque des caractéristiques à risque élevé automatique sont présentes ou s’il y a des indicateurs de risque élevé potentiel au moment de l’accueil ou lors d’un contrôle.

**Inscrivez dans l’encadré ci-après ce qui justifie l’attribution de ce niveau de risque pour le client.**

**Caractéristiques de présence automatique d’un risque élevé** – Si l’un des indicateurs figurant ci-après est présent, le client est à risque élevé.

* Un étranger politiquement vulnérable
* Un client pour lequel une déclaration d’opération douteuse ou de financement d’activités terroristes a été présentée
* Un client qui a été identifié comme terroriste
* Un client pour qui nous ne sommes pas en mesure d’obtenir les renseignements sur les bénéficiaires effectifs
* Un client dont le compte comporte des transactions entrantes et sortantes avec la Corée du Nord (sans égard au montant)

**Indicateurs de risque élevé potentiel** – Si l’un des indicateurs de risque élevé potentiel indiqués ci-après est présent, une autre évaluation des risques liés au client est effectuée. Une évaluation supplémentaire suppose qu’il faut tenir compte d’autres renseignements sur le client indiqués ci-après. Un seul des indicateurs peut être suffisant pour que le client soit évalué comme représentant un risque élevé et, en règle générale, s’il y a trois indicateurs ou plus, le client devrait être considéré comme à risque élevé par défaut. Cela peut varier selon notre connaissance d’autres facteurs dans le profil du client, comme les produits qu’il détient, la longévité de la relation avec celui-ci, la provenance des fonds, etc.

**Caractéristiques du client, produit, service, mode de prestation :**

* National politiquement vulnérable, dirigeant d’une organisation internationale et personne étroitement associée
* Paiements de primes ou dépôts effectués par ordre électronique à partir de territoires situés à l’étranger
* Implication d’un tiers sans motif raisonnable
* Profession – professions à risque élevé (entreprises dont les activités reposent grandement sur les opérations en espèces, entreprises extraterritoriales, entreprises qui exercent des activités dans des pays à risque élevé, jeu en ligne, entreprises de services monétaires, sociétés d’importation / d’exportation)
* Structure de l’entreprise ou opérations du client qui semblent inhabituellement complexes
* Identification du client à distance sans motif valable
* Participation de gardiens (c.-à-d. comptables, avocats) sans motif valable

**Géographie** :

* Le client réside hors de la région locale ou normale des clients
* Le client réside dans une région reconnue pour la criminalité
* Le client exerce des activités extraterritoriales ou détient des sociétés prête-nom / de portefeuille dans des paradis fiscaux reconnus
* Le client effectue des opérations ou il a des liens avec des pays à risque élevé

**Autres indicateurs d’opérations douteuses :**

* Le volume, le moment ou la complexité des opérations ne correspondent pas à l’objectif de la police ou du compte
* La valeur des dépôts ne cadre pas avec la profession ou avec la provenance des fonds
* Des indicateurs d’opérations douteuses décrits dans la Partie A – Renseignements généraux sont présents

**Consignez votre évaluation accompagnée de votre justification ici. Des notes du contrôle continu peuvent aussi être saisies ici.**